

Journal officiel

des Communautés européennes

ISSN 0378-7052

C 141

45^e année

14 juin 2002

Édition de langue française

Communications et informations

Numéro d'information

Sommaire

Page

I *Communications*

Commission

2002/C 141/01	Taux de change de l'euro	1
2002/C 141/02	Aides d'État — Allemagne — Aide C 28/2002 (ex NN 5/2002) — Aide à la restructuration en faveur de Bankgesellschaft Berlin AG — Invitation à présenter des observations en application de l'article 88, paragraphe 2, du traité ⁽¹⁾	2
2002/C 141/03	Aides d'État — Italie — Aide C 18/2002 (ex N 809/00) — Aides aux investissements en faveur de divers chantiers navals — Invitation à présenter des observations en application de l'article 88, paragraphe 2, du traité ⁽¹⁾	15
2002/C 141/04	Non-opposition à une concentration notifiée (Affaire COMP/M.2787 — CVC/Massive) ⁽¹⁾	21
2002/C 141/05	Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 98/37/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux machines modifiée par la directive 98/79/CE ⁽¹⁾	22

II *Actes préparatoires*

.....

III *Informations*

Commission

2002/C 141/06	Direction générale «Entreprises» — Programme de subventions 2002 — Publicité générale	26
---------------	---	----

FR

<u>Numéro d'information</u>	Sommaire (<i>suite</i>)	Page
2002/C 141/07	Appel à propositions 32/02 — MEDIA-formation (2001-2005) — Mise en œuvre du programme de formation pour les professionnels de l'industrie européenne des programmes audiovisuels (MEDIA-formation 2001-2005)	32
2002/C 141/08	Appel à propositions DG EAC 22/02 — MEDIA-formation (2001-2005) — Mise en œuvre d'un programme de formation pour les professionnels de l'industrie européenne des programmes audiovisuels	33

I

(Communications)

COMMISSION

Taux de change de l'euro ⁽¹⁾

13 juin 2002

(2002/C 141/01)

1 euro =

Monnaie			Taux de change	Monnaie			Taux de change
USD	dollar des États-Unis		0,9417	LVL	lats letton		0,5794
JPY	yen japonais		118,24	MTL	lire maltaise		0,411
DKK	couronne danoise		7,4364	PLN	zloty polonais		3,7937
GBP	livre sterling		0,6404	ROL	leu roumain		31459
SEK	couronne suédoise		9,1413	SIT	tolar slovène		225,9614
CHF	franc suisse		1,4762	SKK	couronne slovaque		44,454
ISK	couronne islandaise		84,64	TRL	lire turque		1463000
NOK	couronne norvégienne		7,413	AUD	dollar australien		1,6568
BGN	lev bulgare		1,9472	CAD	dollar canadien		1,4491
CYP	livre chypriote		0,58032	HKD	dollar de Hong Kong		7,3451
CZK	couronne tchèque		30,48	NZD	dollar néo-zélandais		1,9246
EEK	couronne estonienne		15,6466	SGD	dollar de Singapour		1,68
HUF	forint hongrois		241,29	KRW	won sud-coréen		1152,26
LTL	litas lituanien		3,4527	ZAR	rand sud-africain		9,6618

⁽¹⁾ Source: taux de change de référence publié par la Banque centrale européenne.

AIDES D'ÉTAT — ALLEMAGNE**Aide C 28/2002 (ex NN 5/2002) — Aide à la restructuration en faveur de Bankgesellschaft Berlin AG****Invitation à présenter des observations en application de l'article 88, paragraphe 2, du traité**

(2002/C 141/02)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

Par la lettre du 9 avril 2002 reproduite dans la langue faisant foi dans les pages qui suivent le présent résumé, la Commission a notifié à l'Allemagne sa décision d'ouvrir la procédure prévue à l'article 88, paragraphe 2, du traité CE concernant l'aide susmentionnée.

Les parties intéressées peuvent présenter leurs observations sur les aides à l'égard desquelles la Commission ouvre la procédure dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent résumé et de la lettre qui suit, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence
Direction H
B-1049 Bruxelles
Télécopieur (32-2) 296 12 42.

Ces observations seront communiquées à l'Allemagne. Le traitement confidentiel de l'identité de la partie intéressée qui présente les observations peut être demandé par écrit, en spécifiant les motifs de la demande.

RÉSUMÉ**Procédure et rappel des faits**

En raison des difficultés financières de Bankgesellschaft Berlin AG (BGB), le *Land* de Berlin lui a apporté en 2001 des fonds estimés alors à environ 2 milliards d'euros. Par décision du 25 juillet 2001, la Commission a autorisé cette injection de capital en tant qu'aide au sauvetage. Le 28 janvier 2002, l'Allemagne s'est conformée à son obligation de soumettre à la Commission, dans un délai de six mois, un plan de restructuration complet. Ce plan comprend les deux aides décrites ci-après.

Le groupe BGB a été créé en 1994 par la fusion de plusieurs établissements de crédit contrôlés officiellement par le *Land* de Berlin. En 2000, le total du bilan du groupe s'est élevé à environ 205 milliards d'euros, ce qui le plaçait au dixième rang des banques allemandes. Ses principales activités sont la banque de détail et d'entreprise, l'immobilier, les services financiers et la banque d'investissement. BGB concentre ses activités sur Berlin et le *Land* de Brandebourg, où il détient une position très forte sur le marché, mais il est également présent au niveau national et international. Avant l'injection de capital d'août 2001, le *Land* de Berlin détenait 56,6 %, pour 81 % maintenant, des actions de BGB. On compte parmi les autres actionnaires importants la banque publique Norddeutsche Landesbank (20 % avant et 10,9 % après l'injection de capital) et le groupe d'assurance Parion (7,5 % avant et 1,7 % après l'injection de capital). BGB a deux filiales ou sous-groupes impor-

tants: Landesbank Berlin (LBB) et Berlin-Hannoversche Hypothekbank AG (Berlin Hyp).

Les risques et les pertes s'expliquent par les activités immobilières du groupe, qui avait accordé des garanties locatives et autres à des fonds de placement, et par des créances douteuses. En 2001, BGB est entré dans une crise grave. Les pertes résultant de la baisse du ratio de fonds propres au-dessous du minimum requis par la législation bancaire ont nécessité une augmentation de capital. Finalement, BGB a reçu une injection de capital d'exactement 2 milliards d'euros, dont 1,755 milliards d'euros apporté par le *Land* de Berlin. Toutefois, d'autres risques liés aux activités immobilières sont apparus dans les mois qui ont suivi, qui menaçaient de faire tomber le capital de BGB une nouvelle fois au-dessous du ratio de solvabilité minimal. C'est la raison pour laquelle le *Land* de Berlin lui a accordé en décembre un «bouclier contre les risques» constitué par les diverses garanties décrites ci-après.

Description des aides

Les aides d'État prévues par l'Allemagne dans le cadre du plan de restructuration soumis le 28 janvier 2002 sont les suivantes:

- a) l'injection de capital de 1,755 milliards d'euros, effectuée par le *Land* de Berlin en août 2002 en tant qu'aide au sauvetage, doit être conservée par BGB comme aide à la restructuration à titre permanent;

- b) la constitution du «bouclier contre les risques» a été convenue et signée en décembre 2001, puis mise au point dans un accord détaillé soumis fin février 2002. Ce «bouclier» est formé des garanties accordées par le Land de Berlin pour trente ans afin de couvrir les différents risques liés aux activités immobilières, c'est-à-dire les garanties pour la valeur comptable de certains actifs immobiliers et des crédits accordés à l'intérieur du groupe, ainsi que l'exemption de BGB et d'une filiale des obligations découlant des activités immobilières.

Selon l'Allemagne, la valeur nominale théorique maximale des risques à couvrir est de 35,34 milliards d'euros. Or, plusieurs garanties se chevauchent pour des raisons juridiques, ce qui entraîne une couverture multiple des mêmes risques; une clause de l'accord empêchera toutefois les paiements multiples. Outre cela, le plafond nominal du «bouclier» est estimé à 21,44 milliards d'euros. Toutefois, ces risques nominaux ne se réaliseront pas non plus parce qu'ils impliqueraient une dévaluation totale des actifs. L'Allemagne a par conséquent estimé les risques selon trois scénarios: 2,7 milliards d'euros dans la meilleure des hypothèses, 3,7 milliards dans l'hypothèse normale et 6,1 milliards d'euros dans la pire des hypothèses. Elle n'a toutefois pas fourni la base de ces estimations.

Appréciation des aides

Les mesures prises favorisent BGB. Elles constituent des aides au sens de l'article 87, paragraphe 1, du traité. Eu égard à leur montant, à la taille de BGB et au marché en cause, elles risquent d'avoir un effet sur les concurrents potentiels et actuels d'autres États membres et donc d'affecter le commerce entre États membres. Dans ce contexte, la Commission se demande si l'injection de capital de 166 millions d'euros par la banque publique NordLB ne constitue pas aussi une aide d'État, bien que l'Allemagne n'ait pas fait de déclarations sur ce point.

L'article 87 du traité autorise des exemptions au principe de l'incompatibilité des aides d'État avec le marché commun, notamment en vertu du paragraphe 3, point c). Dans ce contexte, la Commission examine les aides à la restructuration au regard des lignes communautaires pour les aides d'État au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté (JO C 288 du 9.10.1999), qui fixent en leur point 3.2.2 les conditions d'autorisation des aides à la restructuration par la Commission.

Restauration de la viabilité

Le plan de restructuration soumis par l'Allemagne prévoit comme stratégie principale pour l'avenir un dégraissage des activités, des capacités et des infrastructures et la réorientation de l'établissement vers les métiers d'une banque régionale, essentiellement la banque de détail et d'entreprise. Le plan prévoit de conserver les activités immobilières, mais en les réduisant. Sur les autres marchés où BGB n'a cependant qu'une présence limitée, ses activités seront également réduites.

Ces mesures ne sont pas clairement liées aux études du marché, en ce qui concerne les hypothèses du marché et les tendances de l'offre et de la demande. L'une des raisons majeures qui expliquerait les mauvaises affaires de la société (structure du groupe et de la gestion et absence de contrôle adéquat des risques) ne se reflète pas d'une manière adéquate dans les stratégies pour l'avenir, et les mesures correctives destinées à remédier aux problèmes constatés ne sont pas clairement indiquées. Le taux de rendement visé pour l'an 2006 est de 7 %.

La Commission doute d'abord que ce taux de rendement soit réaliste, notamment eu égard à la structure problématique du groupe et de la gestion, aux hypothèses peu claires concernant le marché sur lesquelles les mesures de restructuration sont fondées et à la persistance des problèmes liés aux activités immobilières. Deuxièmement, même si le taux cible de 7 % est atteint, la Commission doute que ce rendement du capital soit suffisant pour être compatible avec le principe de l'investisseur en économie de marché. Elle se demande en outre si l'appréciation comparative des effets économiques et sociaux, suivant un scénario d'insolvabilité, est réaliste.

La Commission souligne de surcroît un aspect de la question qui n'a pas été pris en considération et qui peut compromettre la viabilité du plan de restructuration actuel. Il y a presque dix ans, le Wohnungsbau-Kreditanstalt (WBK) et ses actifs ont été cédés à LBB. Or, il est permis de se demander si la contrepartie versée pour ces actifs est bien compatible avec le principe de l'investisseur dans une économie de marché et si elle ne constitue donc pas une aide d'État qui devrait être récupérée. Bien que la Commission n'ait pas encore ouvert la procédure, ce risque doit être couvert. L'Allemagne reconnaît cet état de fait, mais n'a pas encore pu proposer de solution sous forme d'une nouvelle garantie ou de provisions. La Commission invite donc l'Allemagne à trouver une solution qui renforce la viabilité du plan de restructuration et soit conforme aux règles en matière d'aides d'État.

Prévention de distorsions de concurrences indues

Afin d'atténuer les effets perturbateurs de l'aide d'État, conformément aux points 35 à 39 des lignes directrices pour les aides au sauvetage et à la restructuration, l'Allemagne propose la cession des actifs et des filiales, ainsi que la réduction et l'abandon de certaines activités, ce qui devrait réduire le bilan de BGB de 26 % (pour le ramener de 190 à 140 milliards d'euros) et le nombre de salariés d'environ [...] (pour ramener l'effectif d'environ [...] à [...]).

Faute de données détaillées, il est difficile d'apprécier la contribution de chaque mesure à l'effet global allégué et il est impossible d'en estimer les effets sur le marché. Du reste, la Commission doute fort que la réduction globale envisagée des actifs suffise pour atténuer les distorsions provoquées par ce volume extrêmement élevé d'aides, dont le montant exact ou le maximum ne peuvent même pas être déterminés. Dans ce contexte, la forte position de BGB sur le marché local régional doit également être prise en considération.

Limitation de l'aide au minimum

Suivant les points 40 et 41 des lignes directrices pour les aides d'État au sauvetage et à la restructuration, l'aide doit être limitée au strict minimum nécessaire pour permettre la restructuration afin de ne pas engendrer de liquidités excédentaires que l'entreprise pourrait consacrer à des activités agressives susceptibles de provoquer des distorsions sur le marché. De plus, le bénéficiaire de l'aide doit contribuer d'une manière *importante* au plan de restructuration sur ses propres ressources, y compris par la vente d'actifs lorsque ceux-ci ne sont pas indispensables à la survie de l'entreprise.

La Commission doute que le ratio envisagé de fonds propres remplisse cette condition. Elle doute en outre que la contribution propre de BGB, par la vente d'actifs ou de filiales qui ne sont pas indispensables à la survie de l'entreprise, remplisse le critère d'une contribution *importante* eu égard au volume très élevé de l'aide accordée, même dans le scénario le plus favorable.

Conclusion

Étant donné que le retour à la viabilité reste incertain, que les mesures de compensation sont sans doute insuffisantes pour atténuer les distorsions que l'aide pourrait entraîner et que certaines questions restent ouvertes quant à la limitation de l'aide au minimum nécessaire, la Commission éprouve des doutes sérieux sur la compatibilité de l'aide en cause avec le marché commun.

TEXTE DE LA LETTRE

«Die Kommission möchte Deutschland davon in Kenntnis setzen, dass sie nach Untersuchung der von Ihren Behörden bezüglich der oben genannten staatlichen Beihilfemaßnahmen erteilten Informationen beschlossen hat, das in Artikel 88 Absatz 2 des EG-Vertrags vorgeschriebene Verfahren zu eröffnen.

I. VERFAHREN

Aufgrund der finanziellen Schwierigkeiten der Bankgesellschaft Berlin AG („BGB“) gewährte das Land Berlin im Frühjahr und Sommer 2001 eine Garantie und eine Kapitalzuführung, deren Betrag zum damaligen Zeitpunkt vorläufig auf rund 2 Mrd. EUR geschätzt wurde. Die Kommission genehmigte diese Kapitalzuführung am 25. Juli 2001 als Rettungsbeihilfe⁽¹⁾. Gemäß dieser Entscheidung hatte Deutschland der Kommission innerhalb von sechs Monaten nach der Genehmigung der Rettungsbeihilfe einen vollständigen Umstrukturierungsplan, einen Liquidationsplan oder einen Nachweis über die vollständige Rückzahlung des zugeführten Kapitals bzw. über die Beendigung der Garantie und die Rückzahlung sämtlicher zugehöriger Beihilfen vorzulegen.

Deutschland hielt sich an diese Vorgaben und legte der Kommission am 28. Januar 2001 einen Umstrukturierungsplan vor, der die beiden unten beschriebenen Beihilfemaßnahmen umfasste. Weitere Informationen wurden mit Schreiben vom 13.

Februar 2002, 27. Februar 2002, 28. Februar 2002, 7. März 2002 und 8. März 2002 erteilt.

II. HINTERGRUND

Bankgesellschaft Berlin AG („BGB“)

Die Mehrheit der Anteile an der BGB hält das Land Berlin. Die BGB und ihre Tochtergesellschaften bilden den BGB-Konzern, eine so genannte „Institutsgruppe“, die im Jahr 1994 durch Zusammenführung mehrerer, ehemals vom Land Berlin kontrollierter Kreditinstitute gegründet wurde. Der Konzern hatte eine Bilanzsumme von etwa 194 Mrd. EUR im Jahr 1999 und von 205 Mrd. EUR im Jahr 2000 und nahm damit den zehnten Rang unter den deutschen Banken ein; die Mitarbeiterzahl belief sich im Jahr 2000 auf etwa 17 000 Beschäftigte.

Das Land Berlin hielt vor der Kapitalzuführung im August 2001 56,6 % der Anteile der BGB, jetzt hält es etwa 81 %. Andere wichtige Anteilseigner sind die Norddeutsche Landesbank (20 % vor und 10,9 % nach der Kapitalzuführung) und die Parion Versicherungsgruppe (7,5 % vor und 1,7 % nach der Kapitalzuführung). Knapp 4 % der Anteile sind in Streubesitz.

Der BGB-Konzern umfasst als größte, ebenfalls im Bankgeschäft tätige Tochtergesellschaften bzw. Teilkonzerne die Landesbank Berlin („LBB“) und die Berlin-Hannoversche Hypothekbank AG („Berlin Hyp“). Neben ihrer Funktion als Holdinggesellschaft ist die BGB auch selbst geschäftlich tätig. Die LBB ist eine öffentlich-rechtliche Anstalt, die Berlin Hyp ist eine Aktiengesellschaft.

Der Konzern hat auch ein bedeutendes Immobiliengeschäft, das jetzt durch den zu 100 % im Besitz der BGB befindlichen Teilkonzern IBAG Immobilien und Beteiligungen Aktiengesellschaft („IBAG“) geführt wird und in der Vergangenheit durch die Immobilien und Baumanagement der Bankgesellschaft Berlin GmbH („IBG“) geführt wurde. Ferner kontrolliert die BGB direkt oder indirekt verschiedene andere nationale oder ausländische Unternehmen, z. B. die Weberbank, die Allgemeine Privatkundenbank AG („Allbank“), die BGB Ireland, die BGB UK und die BGB Polska. Einige früher rechtlich unabhängige Tochtergesellschaften haben mit der BGB fusioniert, andere mit Tochtergesellschaften der BGB. Die Namen werden noch immer als Marken benutzt, zum Beispiel ist „Berliner Sparkasse“ eine Marke innerhalb der LBB, „Berliner Bank“ innerhalb der BGB.

Die BGB und ihre Tochtergesellschaften haben fünf Tätigkeitsbereiche: das Privatkundengeschäft, das Firmenkundengeschäft, das Immobiliengeschäft, das Geld- und Wertpapiergeschäft sowie das Investment Banking. Die Geschäftstätigkeit der BGB konzentriert sich auf Berlin und das Land Brandenburg, insbesondere in Bezug auf das Privatkunden- und das Firmenkundengeschäft. Sie ist jedoch auch auf nationaler und internationaler Ebene tätig.

In den verschiedenen Sparten des Privatkunden- und des Firmenkundengeschäfts, für die volumenbezogene Daten (in EUR) verfügbar waren, hatte die BGB — den vorgelegten Informationen zufolge — die folgenden Marktanteile in Berlin, in der Region Berlin/Brandenburg und in Deutschland:

⁽¹⁾ NN 53/2001; Entscheidung der Kommission vom 25. Juli 2001.

Privatkundengeschäft Marktanteile BGB 2000 ⁽¹⁾

Sparten	Marktanteile Berlin	Marktanteile Berlin/Brandenburg	Marktanteile Deutschland
Spareinlagen	57 %	34 %	2 %—4 %
Kreditgeschäft:			
— Unselbstständige Privatpersonen	44 %	33 %	1 %
— Selbstständige Privatpersonen	30 %	23 %	1 %
Zahlungsverkehr:			
— Unselbstständige Privatpersonen	52 %	35 %	2 %
— Selbstständige Privatpersonen	30 %	23 %	2 %

⁽¹⁾ Volumenbezogen, gerundet; Datenquellen für Berlin und Berlin/Brandenburg: Landeszentralbank in Berlin und Brandenburg sowie BGB; für Deutschland: Bundesbank und BGB, wobei die Sparte Spareinlagen ebenfalls in Privatleute (Anteil = 2 %) Selbstständige (Anteil = 4 %) unterteilt ist.

Firmenkundengeschäft Marktanteile BGB 2000 ⁽¹⁾

Sparten	Marktanteile Berlin	Marktanteile Berlin/Brandenburg	Marktanteile Deutschland
Einlagen	51 %	46 %	2 %
Kreditgeschäft	50 %	44 %	n.a.
Zahlungsverkehr	47 %	39 %	n.a.

⁽¹⁾ Volumenbezogen, gerundet; Datenquellen für Berlin und Berlin/Brandenburg: Landeszentralbank in Berlin und Brandenburg sowie BGB; für Deutschland: Bundesbank und BGB.

Nach den vorliegenden Informationen nahm die BGB hinsichtlich des deutschlandweiten Immobiliengeschäfts bei dem Segment der Hypothekarkredite mit einem Anteil von rund 5 % im Jahr 2000 den dritten Rang ein (hinter der Dresdner Bank und der Deutschen Bank). Mehr als 90 % des Hypothekenbestands der BGB per 31. Dezember 2001 von 33 Mrd. EUR lagen in Deutschland, der Rest betraf die Immobilienfinanzierung im Ausland. Im Fondsgeschäft entfielen den vorgelegten Daten zufolge rund 5 % des deutschlandweiten Geschäfts im Jahr 2000 auf geschlossene Fonds, dieser Anteil soll jedoch im Jahr 2001 beträchtlich gesunken sein ⁽²⁾.

Hinsichtlich der beiden anderen Märkte — Geld- und Wertpapiergeschäft sowie Investment Banking — zeigen die vorgelegten Informationen und Statistiken, dass die BGB weder innerhalb Deutschlands noch international zu den führenden Banken gehört. Daten zu konkreten Markt- oder Segmentanteilen waren jedoch nicht verfügbar.

Die finanziellen Schwierigkeiten der BGB

Ursache für die Verluste und Risiken der BGB war das durch die Tochtergesellschaft IBG geführte frühere Immobiliengeschäft des Konzerns. Die IBG war erst — Anfang der 90er

Jahre — eine Tochtergesellschaft der LBB. Zwischen Mitte und Ende der 90er Jahre waren ihre Anteile erst im Besitz der BGB selbst (10 %), der Berliner Bank AG (30 %), der LBB (30 %) und der Berlin Hyp (30 %). Nach der Verschmelzung der Berliner Bank AG auf die BGB fielen die Anteile der Berliner Bank an der IBG an die BGB. Die Eigentumsstruktur sieht heute folgendermaßen aus: 40 % BGB, 30 % LBB und 30 % Berlin Hyp.

Die IBG hatte bis zum Jahr 2000 in zunehmendem Umfang Immobilienfonds aufgelegt, wobei Mietgarantien und garantierte Rückkaufpreise zu einer Kumulierung von Verbindlichkeiten führten, als die Immobilienpreise sanken, insbesondere in Berlin und den Neuen Ländern. Andere Verluste, beispielsweise bei der Berlin Hyp, resultierten aus Not leidenden Immobilienkrediten.

Als diese Probleme im Verlauf des Jahres 2000 aufzutreten begannen, fasste die BGB den Verkauf des Hauptgeschäfts der IBG ins Auge. Daher wurde im Dezember 2000 der Hauptteil des Geschäfts der IBG auf die neu gegründete IBAG übertragen, mit Ausnahme der bis zum 31. Dezember 2000 durch die IBG und ihre Tochtergesellschaften verursachten „alten“ Risiken und Verbindlichkeiten, die auf die neu gegründete LPFV Finanzbeteiligungs- und Verwaltungs-GmbH („LPFV“) übergingen. Die Pläne zum Verkauf der IBAG schlugen jedoch fehl. Heute befinden sich sowohl die IBAG als auch die LPFV zu 100 % im Besitz der BGB. Innerhalb der IBG verblieben nur Aktivitäten in Randbereichen (z. B. das Management von Hotels und der Rennstrecke „Lausitzring“).

⁽²⁾ Hierzu gehören jedoch auch andere Werte als Immobilienwerte (rund ein Drittel Immobilien und zwei Drittel Sonstige, beispielsweise Schiffsbeteiligungen). Bezogen auf alle Fonds — einschließlich der so genannten Publikumsfonds — betrug der landesweite Anteil der BGB im Jahr 2000 rund 1 %.

Als sich die Situation in Bezug auf die Risiken und Verbindlichkeiten in der ersten Hälfte des Jahres 2001 verschärfte, geriet die BGB in eine akute Krisensituation. Aufgrund der Verluste fielen die haftenden Eigenmittel der Bank im Mai 2001 unter den gesetzlich vorgeschriebenen Eigenmittelkoeffizienten von 8 %. Die Finanzierungslücke, die zu schließen war, um einen Kernkapitalkoeffizienten von 5,0 % zu erreichen und so eine Rückkehr zu dem vor der Krise bestehenden Eigenmittelkoeffizienten von 9,7 % zu ermöglichen, wurde zum damaligen Zeitpunkt auf rund 2 Mrd. EUR geschätzt. Durch eine Absichtserklärung sicherte das Land Berlin eine durch das Land zu gewährende Kapitalzuführung in Höhe des hierzu notwendigen Betrags zu. Nach der Genehmigung dieser Rettungsbeihilfe durch die Kommission (siehe oben) erhielt die BGB im August 2001 eine Kapitalzuführung von exakt 2 000 Mio. EUR: 1 755 Mio. EUR vom Land Berlin, 166 Mio. EUR von der NordLB, 16 Mio. EUR von Parion und 63 Mio. EUR von Kleinaktionären.

In den folgenden Monaten wurden jedoch weitere Risiken, wiederum aus dem Immobiliengeschäft, aufgedeckt, so dass die Gefahr bestand, dass das Kapital der BGB erneut unter die mindestens erforderlichen Solvabilitätskoeffizienten fallen würde. Diese Risiken betrafen nach den vorliegenden Informationen erneut die Garantien, die Fondsanlegern durch die ehemalige IBG gegeben wurden, sowie den sinkenden Wert von Immobilienwerten, die für die spätere Auflegung neuer Fonds gekauft wurden („Vorratsimmobilien“). Den von Deutschland vorgelegten Informationen zufolge haftet die BGB — zumindest in Bezug auf große Teile dieser Risiken — aufgrund von früher durch die BGB gemachten Zusagen in Bezug auf den Anlegern bis zum 31. Dezember 1998 durch die IBG gegebenen Garantien („Patronatserklärungen“). Ferner haftet den Aussagen Deutschlands zufolge die BGB aufgrund des Ergebnisabführungsvertrags zwischen der BGB und der IBAG für Risiken der IBAG, einschließlich ihrer neuen Tochtergesellschaften Bavaria und Arwobau (ehemals Tochtergesellschaften der IBG), zwischen denen und der IBAG jeweils auch ein Ergebnisabführungsvertrag besteht.

Deutschland zufolge drohte das Bundesaufsichtsamt für das Kreditwesen (BAKred) der BGB im November 2001 die Schließung an, sofern nicht bis Ende 2001 Maßnahmen zur Deckung dieser Risiken ergriffen würden. Deshalb unterzeichneten am 20. Dezember 2001 das Land Berlin, die BGB, die LBB, die Berlin Hyp, die IBAG, die IBG und die LPFV eine Grundsatzvereinbarung, um diese Risiken durch umfassende Garantien und Gewährleistungen zu decken. Diese so genannte „Risikoabschirmung“ wird im Folgenden beschrieben.

III. EINGEHENDE BESCHREIBUNG DER BEIHILFEMAßNAHMEN

Die im Rahmen des am 28. Januar 2002 von Deutschland vorgelegten Umstrukturierungsplans ergriffenen Beihilfemaßnahmen sind die folgenden:

1. Kapitalzuführung

Die durch das Land Berlin im August 2001 als Rettungsbeihilfe geleistete Kapitalzuführung in Höhe von 1,755 Mrd. EUR soll der BGB auf Dauer belassen werden.

2. Risikoabschirmung

Die Bereitstellung einer Risikoabschirmung wurde im Dezember 2001 grundsätzlich vereinbart (siehe oben) und zwischenzeitlich in einer am 27. Februar 2002 vorgelegten Detailvereinbarung ergänzt und detailliert geregelt. Sie umfasst die folgenden Garantien, Freistellungen, Erfüllungsübernahmen und Gewährleistungen, die durch das Land Berlin für einen Zeitraum von 30 Jahren gewährt werden, um die Risiken aus dem Immobiliengeschäft der Tochtergesellschaften IBAG, IBG und LPFV zu decken:

- Garantien für die BGB, die LBB und die Berlin Hyp hinsichtlich der vertragsgemäßen Zins- und Tilgungsleistung für Kredite, die diesen Unternehmen durch die IBAG und die IBG sowie ihre Tochtergesellschaften gewährt wurden;
- Bilanzgarantien für IBAG und IBG sowie ihrer Tochtergesellschaften, vor allem Buchwert-Garantien für bestimmte Vermögenswerte;
- Freistellung der LPFV von Verpflichtungen — soweit diese über einen Betrag von 100 Mio. EUR (Selbstbehalt) hinausgehen — aus dem ehemaligen Immobiliengeschäft der IBG und ihrer früheren Tochtergesellschaften Bavaria, Arwobau sowie Immobilien-Beteiligungsvertriebsgesellschaft der Bankgesellschaft Berlin GmbH („IBV“) im Wege der Erfüllungsübernahme;
- Freistellung der BGB von Verpflichtungen aus der Übernahme von Verpflichtungen der IBG, der Bavaria und der IBV bis zum 31. Dezember 1998 (Patronate).

Den Ausführungen Deutschlands zufolge beträgt der theoretische nominale Höchstwert der zu deckenden Risiken 35,34 Mrd. EUR. Mehrere Garantien überlappen einander jedoch, so dass teilweise eine mehrfache Deckung derselben Risiken besteht. Beispielsweise kann das Land hinsichtlich eines Anspruchs aus einer einem Fondsanleger gegebenen Mietgarantie einerseits aufgrund der Freistellung der BGB von den von der IBG, der Bavaria und der IBV übernommenen Verpflichtungen („Patronate“, letzte Einrückung oben) sowie andererseits aufgrund der Freistellung von den Verpflichtungen der LPFV (dritte Einrückung oben) haften. In ähnlicher Weise werden die Kreditgarantien (erste Einrückung oben) teilweise auch durch die Buchwert-Garantien (zweite Einrückung oben) und teilweise durch die Freistellung von den Verpflichtungen der LPFV gedeckt. Den Ausführungen Deutschlands zufolge musste jedoch angesichts möglicher späterer Ansprüche oder aus rechtlichen Gründen doppelte oder sogar mehrfache Deckung gewährt werden. Beispielsweise waren Kreditgarantien notwendig, weil ansonsten das Kreditwesengesetz („KWG“) — aufgrund der Bewertung von Risiken und Rückstellungen — eine weitere Kapitalerhöhung vorgeschrieben hätte, trotz der Tatsache, dass diese Risiken auch anderweitig gedeckt sind und deshalb kaum eintreten würden. Einer Klausel der Detailvereinbarung zufolge steht das Land in derartigen Fällen jedoch nur einmal für das betreffende Risiko ein.

Wird die mehrfache Risikodeckung heraus gerechnet, wird der nominale Höchstbetrag der Risikoabschirmung durch das Land Berlin auf 21,44 Mrd. EUR geschätzt. Von dieser Summe macht die Freistellung der LPFV den von Deutschland vorgelegten vorläufigen Berechnungen zufolge den höchsten Betrag aus (rund 17 Mrd. EUR, wovon rund 11 Mrd. EUR auf die Freistellung von den Verpflichtungen der LPV aus den Mietgarantien und Ausschüttungsgarantien für Anleger entfallen).

Den Ausführungen Deutschlands zufolge wird dieser nominale Höchstbetrag jedoch nicht anfallen, da eine vollständige Entwertung der Vermögenswerte unrealistisch ist. Deshalb hat Deutschland vorläufige grobe Schätzwerte für das tatsächliche Risiko unter der Annahme drei verschiedener Szenarien gegeben: 2,7 Mrd. EUR im besten Fall („Best-Case-Szenario“), 3,7 Mrd. EUR im „Basisfall“ („Base-Case-Szenario“) und 6,1 Mrd. EUR im schlimmsten Fall („Worst-Case-Szenario“). Die Grundlage für diese Schätzungen, beispielsweise die aufgeschlüsselte Berechnung einzelner Risiken und die für die verschiedenen Schätzungen getroffenen Annahmen, wurde nicht mitgeteilt.

Die Beihilfemaßnahmen sind Teil eines allgemeinen Umstrukturierungsplans, dem zufolge die Strategie für die künftige Geschäftstätigkeit der BGB vor allem in der Verschlankung und Ausrichtung auf eine Tätigkeit als Regionalbank (Raum Berlin/Brandenburg) besteht, mit dem Kerngeschäft Privatkundengeschäft, Firmenkundengeschäft sowie einem reduzierten, aber weiterhin bestehenden Immobiliengeschäft (Einzelheiten siehe weiter unten).

Es gibt offensichtlich auch Überlegungen hinsichtlich einer Privatisierung der BGB und Verhandlungen mit drei potenziellen Käufern. Dies wurde jedoch nicht eingehender erläutert oder als das explizite Ziel des Umstrukturierungsplans dargestellt.

IV. BEURTEILUNG DER BEIHILFEMAßNAHMEN

Das durch das Land Berlin im August 2001 zugeführte Kapital wurde bereits im Mai 2001 zugesagt (Absichtserklärung), so dass diese Beihilfemaßnahme im Mai 2001 wirksam wurde. Da die Notifizierung erst im Juni 2001 erfolgte, hat Deutschland, wie die Kommission in ihrer Entscheidung vom 25. Juli 2001⁽³⁾ feststellte, seine Notifizierungsverpflichtung gemäß Artikel 88 Absatz 3 EG-Vertrag nicht erfüllt. Aufgrund ihrer Beurteilung und angesichts der Dringlichkeit und des vorübergehenden Charakters der Beihilfemaßnahme kam die Kommission jedoch zu dem Schluss, dass die Zusage, auf welche die Kapitalzuführung folgen sollte, mit dem EG-Vertrag vereinbar sei. Da die Kommission sie als Rettungsbeihilfe genehmigt hat und Deutschland den Umstrukturierungsplan innerhalb der vorgeschriebenen 6 Monate ab dem Datum der Genehmigung vorgelegt hat, kann die Kapitalzuführung in Höhe von 1,755 Mrd. EUR vorläufig, das heißt, bis die Kommission über den Umstrukturierungsplan einschließlich der Kapitalzuführung als auf Dauer gewährte Umstrukturierungsbeihilfe entschieden hat, als bestehende Rettungsbeihilfe betrachtet werden.

Die im Rahmen der am 20. Dezember 2001 vereinbarten und unterzeichneten Risikoabschirmung gewährten Garantien, Freistellungen, Erfüllungsübernahmen und Gewährleistungen wur-

den ebenfalls sofort wirksam. Die Risikoabschirmung verhinderte, dass das BAKred Maßnahmen wie die vorübergehende Schließung der BGB ergriff, die sie den Ausführungen Deutschlands zufolge angedroht hatte, falls bis Ende Dezember 2001 keine Risikodeckung bestünde. Zwar wurde in die Grundsatzvereinbarung (wie auch in die spätere Detailvereinbarung) eine aufschiebende Bedingung hinsichtlich der beihilferechtlichen Genehmigung durch die Kommission aufgenommen. Das ändert jedoch nichts an der Tatsache, dass die Risikoabschirmung unverzüglich — das heißt, bevor Deutschland am 28. Januar 2002 die Maßnahmen notifiziert und die Grundsatzvereinbarung vorgelegt hat sowie die Kommission eine Entscheidung treffen konnte — wirksam geworden ist und dies zur Verhinderung der angedrohten aufsichtsrechtlichen Maßnahmen auch notwendig war. Die Kommission ist sich der Dringlichkeit bei gleichzeitigem Bemühen um aufschiebende Vertragsklauseln bewusst. Dennoch ist in verfahrensrechtlicher Hinsicht festzustellen, dass Deutschland in Bezug auf die Risikoabschirmung seine Notifizierungsverpflichtung gemäß Artikel 88 Absatz 3 EG-Vertrag nicht erfüllt hat.

Beide Maßnahmen — die Kapitalzuführung und die Risikoabschirmung — bilden ein untrennbares Ganzes. Sie sind beide notwendig, um den Vorschriften und Erfordernissen des Kreditwesengesetzes (KWG) zu genügen, und keine der beiden Maßnahmen kann ausgesetzt werden, ohne Maßnahmen des BAKred, wie eine vorübergehende Schließung der BGB, nach sich zu ziehen. Überdies sind beide Maßnahmen Teil eines Umstrukturierungsplans, den die Kommission als Ganzes zu beurteilen hat. Die Risikoabschirmung umfasst — sogar unter Zugrundelegung des von Deutschland dargestellten Best-Case-Szenarios — bei weitem die höhere Geldsumme.

Angesichts der obigen Ausführungen sind die Umstrukturierungsmaßnahmen zusammen als nicht notifizierte Beihilfen mit den rechtlichen Folgen des Artikels 13 Absatz 2 der Verordnung (EG) Nr. 659/1999 des Rates⁽⁴⁾ zu behandeln.

Staatliche Beihilfen gemäß Artikel 87 Absatz 1 EG-Vertrag

Die Kapitalzuführung und die Risikoabschirmung des Landes Berlin beinhalten staatliche Mittel. Die Maßnahmen werden unter Bedingungen getroffen, die für einen marktwirtschaftlich handelnden Kapitalgeber nicht annehmbar wären. Beide Maßnahmen wurden zu Gunsten eines sich in ersten finanziellen Schwierigkeiten befindlichen Unternehmens getroffen. Zusammen genommen handelt es sich um einen sehr hohen Betrag. Hinsichtlich der Kapitalzuführung in Höhe von 1,755 Mrd. EUR konnte das Land zum Zeitpunkt der Gewährung keine angemessene Rendite auf diese Finanzierung erwarten. Bezüglich der Risikoabschirmung mit ihren weit reichenden Garantien belaufen sich die durch das Land für einen Zeitraum von 30 Jahren übernommenen Risiken auf einen nominalen theoretischen Höchstbetrag von 35,34 Mrd. EUR. Auch wenn unter realistischen Bedingungen der schlimmste Fall mit einem geschätzten Betrag von rund 6 Mrd. EUR angegeben wurde, ist überhaupt nicht sicher, dass diese überschlägliche Berechnung tatsächlich den schlimmsten Fall darstellt. Für einen marktwirtschaftlich handelnden Kapitalgeber wäre die Übernahme solcher Risiken nicht akzeptabel.

⁽⁴⁾ ABl. L 83 vom 27.3.1999, S. 1. In diesem Kontext ist anzumerken, dass Deutschland, auch wenn es die Notifizierungsverpflichtung vor der Durchführung beachtet hätte, wichtige Informationen wie die Detailvereinbarung erst später vorgelegt hat, so dass die Frist von zwei Monaten ohnehin nicht am 28. Januar 2002 zu laufen begonnen hätte.

⁽³⁾ Entscheidung der Kommission vom 25. Juli 2001 (NN 53/01).

Die betreffenden Beihilfen begünstigen die BGB (d. h. die BGB als Konzerngesellschaft sowie direkt einige ihrer Tochtergesellschaften, wie beispielsweise die Berlin Hyp und die LPFV) und bringen die BGB gegenüber ihren Wettbewerbern künstlich in eine vorteilhafte Position, wodurch der Wettbewerb verfälscht wird. Die BGB ist in ihren wichtigsten Sparten auf regionaler, nationaler und internationaler Ebene tätig (siehe weiter oben). Der Finanzdienstleistungssektor insgesamt ist durch eine zunehmende Integration gekennzeichnet, und in wesentlichen Teilbereichen ist der Binnenmarkt verwirklicht. Es herrscht starker Wettbewerb zwischen Finanzinstituten verschiedener Mitgliedstaaten, der sich mit der Einführung der einheitlichen Währung weiter verstärkt. Durch die Maßnahmen und ihre Auswirkungen auf gegenwärtige und potenzielle Wettbewerber aus anderen Mitgliedstaaten wird der Wettbewerb verfälscht — bzw. droht, verfälscht zu werden — und der Handel zwischen den Mitgliedstaaten wird beeinträchtigt. Infolgedessen stellen die Maßnahmen staatliche Beihilfen gemäß Artikel 87 Absatz 1 EG-Vertrag dar. Deutschland hat diese Ansicht nicht infrage gestellt, sondern die betreffenden Maßnahmen angemeldet, wenn auch später als vorgeschrieben.

Es ist anzumerken, dass den im Januar 2002 vorgelegten Informationen zufolge nicht nur das Land Berlin sondern auch die Norddeutsche Landesbank („NordLB“) an der Kapitalzuführung beteiligt war, allerdings mit einem Betrag, der anteilmäßig geringer war als ihr Aktienbesitz vor der Zuführung (166 Mio. EUR entsprechend 8,3 % der Kapitalerhöhung, bei einem Aktienbesitz von 20 % vor der Kapitalzuführung). Die Kommission kann im derzeitigen Stadium nicht ausschließen, dass das von der NordLB zugeführte Kapital eine staatliche Beihilfe im Sinne von Artikel 87 Absatz 1 EG-Vertrag darstellt, und muss diesen Aspekt innerhalb dieses Verfahrens prüfen. Als die Kommission die Kapitalzuführung des Landes Berlin im Juli 2001 genehmigte, stand die Beteiligung der NordLB an der Kapitalerhöhung noch nicht fest. Deutschland hat diese Information jetzt gegeben, aber den Beitrag weder als Beihilfe noch explizit als beihilfefremden Beitrag deklariert; ferner fehlen weitere Informationen, beispielsweise darüber, warum dieser Beitrag scheinbar nicht als staatliche Beihilfe betrachtet wird und warum die Beteiligung der NordLB anteilmäßig geringer war als ihre Kapitaleinlage. Die Kommission bittet Deutschland, ihr diese Informationen über die Beteiligung der NordLB an der Kapitalerhöhung zu erteilen.

Insgesamt hat die Kommission bei ihrer Beurteilung somit die Kapitalzuführung in Höhe von 1,755 Mrd. EUR und Garantien in Höhe von maximal 35,34 Mrd. EUR sowie das von der NordLB zugeführte Kapital in Höhe von 166 Mio. EUR, das möglicherweise ebenfalls eine staatliche Beihilfe darstellt, zu berücksichtigen.

Vereinbarkeit gemäß Artikel 87 Absatz 2 EG-Vertrag

Artikel 87 des EG-Vertrags räumt Ausnahmen von dem Grundsatz der Unvereinbarkeit von staatlichen Beihilfen mit dem Gemeinsamen Markt ein. Jedoch ist keine der Ausnahmebestimmungen des Artikels 87 Absatz 2 EG-Vertrag in der vorliegenden Situation anwendbar. Die beiden Beihilfemaßnahmen haben keinen sozialen Charakter und werden nicht an einzelne Verbraucher gewährt und sollen auch nicht zur Besei-

tigung von Schäden, die durch Naturkatastrophen oder sonstige außergewöhnliche Ereignisse entstanden sind, dienen. Sie werden auch nicht zum Ausgleich der durch die Teilung Deutschlands verursachten wirtschaftlichen Nachteile gewährt.

Vereinbarkeit gemäß Artikel 87 Absatz 3 Buchstaben a), b), d) und e) EG-Vertrag

Gleichfalls ist keine der Ausnahmebestimmungen des Artikels 87 Absatz 3 Buchstaben a), b), d) und e) EG-Vertrag anwendbar. Die Beihilfe dient nicht zur Förderung der wirtschaftlichen Entwicklung von Gebieten, in denen die Lebenshaltung außergewöhnlich niedrig ist oder eine erhebliche Unterbeschäftigung herrscht. Die Beihilfe dient auch nicht der Förderung wichtiger Vorhaben von gemeinsamem europäischen Interesse oder der Behebung einer beträchtlichen Störung im Wirtschaftsleben eines Mitgliedstaats. Die Beihilfe dient nicht zur Förderung der Kultur und der Erhaltung des kulturellen Erbes. Sie stellt auch keine sonstige Art von Beihilfen dar, die der Rat durch eine Entscheidung mit qualifizierter Mehrheit auf Vorschlag der Kommission bestimmt hat.

Vereinbarkeit gemäß Artikel 87 Absatz 3 Buchstabe c) EG-Vertrag und den Rettungs- und Umstrukturierungsleitlinien von 1999

Damit bleiben die Ausnahmeregelungen von Artikel 87 Absatz 3 Buchstabe c) des EG-Vertrags. Die Beurteilung der Kommission von staatlichen Beihilfen zur Förderung der Entwicklung gewisser Wirtschaftszweige oder Wirtschaftsgebiete, soweit sie die Handelsbedingungen nicht in einer Weise verändern, die dem gemeinsamen Interesse zuwiderläuft, wird durch besondere Leitlinien der Gemeinschaft geregelt. Die betreffenden Maßnahmen wurden als Teil eines Umstrukturierungsplans getroffen und sind deshalb gemäß den Leitlinien der Gemeinschaft für staatliche Beihilfen zur Rettung und Umstrukturierung von Unternehmen in Schwierigkeiten⁽⁵⁾ („R&U-Leitlinien“) zu beurteilen.

Bezüglich der Umstrukturierung von Unternehmen legen die R&U-Leitlinien unter Ziffer 3.2.2 gewisse Voraussetzungen für die Genehmigung von Beihilfen fest; diese Voraussetzungen werden im Folgenden beschrieben.

Förderungswürdigkeit des Unternehmens

Die Kommission stimmt mit der Erklärung Deutschlands überein, der zufolge die BGB als Unternehmen in Schwierigkeiten gemäß Absatz 30 in Kombination mit den Absätzen 4 bis 8 der R&U-Leitlinien eingestuft wird.

Es wird gemäß Absatz 4 der R&U-Leitlinien davon ausgegangen, dass sich ein Unternehmen in Schwierigkeiten befindet, „wenn es nicht in der Lage ist, mit eigenen finanziellen Mitteln oder Fremdmitteln, die ihm von seinen Eigentümern/Anteilseignern oder Gläubigern zur Verfügung gestellt werden, Verluste zu beenden, die das Unternehmen auf kurze oder mittlere Sicht so gut wie sicher in den wirtschaftlichen Untergang treiben werden, wenn der Staat nicht eingreift“. Diese Umstände legen hinsichtlich der BGB eindeutig vor.

⁽⁵⁾ ABl. C 288 vom 9.10.1999.

Ohne Belassen der Kapitalzuführung des Landes und die durch die Risikoabschirmung gewährten Garantien würden der Eigenmittelkoeffizient und der Kernkapitalkoeffizient erneut unter die durch das KWG vorgeschriebenen Mindestwerte fallen, so dass das BAKred die notwendigen Maßnahmen gemäß §§ 45 bis 46a des KWG ergreifen müsste, wie die vorübergehende Schließung, was den Angaben Deutschlands zufolge durch das BAKred auch angedroht wurde. Neben diesen Anzeichen dafür, dass sich die BGB gemäß den besonderen aufsichtsrechtlichen Vorschriften für den Finanzsektor in Schwierigkeiten befindet, erfüllt sie auch mehrere allgemeine Kriterien für die Definition eines Unternehmens in Schwierigkeiten; dazu gehören zunehmende Verluste, zunehmende Verschuldung und Zinsbelastung sowie Abnahme des Reinvermögenswerts (Absatz 6 der R&U-Leitlinien).

Grundprinzip

Gemäß Absatz 28 der R&U-Leitlinien können Umstrukturierungsbeihilfen nur gewährt werden, wenn strenge Kriterien erfüllt sind und wenn die Gewissheit besteht, dass etwaige Wettbewerbsverfälschungen durch die mit der Weiterführung des Unternehmens verbundenen Vorteile aufgewogen werden, insbesondere wenn der Nettoeffekt der durch den Konkurs verursachten Entlassungen die lokalen, regionalen oder nationalen Beschäftigungsprobleme nachweislich verschärfen würde oder, in Ausnahmefällen, wenn das Verschwinden des Unternehmens zu einem Monopol bzw. einer engen Oligopol-situation führen würde. Letzteres kann ausgeschlossen werden, da auch ohne genaue Definition des Produktmarkts oder des geografischen Markts und ohne genaue wettbewerbliche Analyse festgestellt werden kann, dass die BGB entweder eine Marktposition hat, die einer marktbeherrschenden Position nahe kommt bzw. ihr gar entspricht (Privat- und Firmenkundengeschäft, lokale und regionale Ebene), so dass die Marktkonzentration durch einen Konkurs und den darauf vermutlich folgenden Verkauf ihrer Teile kaum verschlechtert werden kann⁽⁶⁾, oder aber — auf nationaler oder internationaler Ebene — ihre Position nicht stark genug ist, um durch ihren Konkurs bzw. den darauf folgenden teilweisen Verkauf eine Monopol- oder Oligopol-situation zu schaffen. Deutschland hat offensichtlich aus diesem Grund keine Informationen oder Beurteilungen zu diesem Punkt vorgelegt.

Hinsichtlich der wirtschaftlichen und sozialen Auswirkungen in Berlin hat Deutschland eine Schätzung vorgelegt, in der die Auswirkungen der Umstrukturierung der BGB mit den Auswirkungen ihrer Geschäftsaufgabe/ihrer Konkurses verglichen werden, vor allem in Bezug auf Beschäftigung und Steuereinnahmen für das Land Berlin. Es wird festgestellt, dass eine Insolvenz bis zum Jahr 2006 zum Verlust von 7 200 Arbeitsplätzen in Berlin (minus 59 %) führen würde anstatt des Verlusts von 3 200 Arbeitsplätzen (minus 26 %) bei dem Szenario der Umstrukturierung. Die jährlichen Steuereinnahmen für das Land im Jahr 2006 würden mit Umstrukturierung um 70 Mio. EUR sinken, ohne Umstrukturierung um 150 Mio. EUR. Um diese Schätzwerte überprüfen zu können, benötigt die Kommission detaillierte Aufstellungen hinsichtlich des spezifischen Abbaus von Arbeitsplätzen in Berlin im Rahmen der einzelnen Umstrukturierungsmaßnahmen und hinsichtlich der Quote von

59 % für den permanenten Verlust von Arbeitsplätzen im Fall der Insolvenz.

Es wurde auch erklärt, dass eine Insolvenz für das Land „Einnahmeausfälle in Milliardenhöhe auslösen“ würde, aber es wurde keine quantifizierbare Schätzung vorgelegt. In Bezug auf die Anstaltslast des Landes für die Tochtergesellschaft LBB wurde jedoch erklärt, dass die hohen Kreditbeträge, die der BGB und anderen Tochtergesellschaften durch die LBB gewährt wurden (Nettobetrag, d. h. abzüglich erhaltener Kredite: 13,9 Mrd. EUR), und die dadurch notwendigen Wertberichtigungen zumindest zu einem vollständigen Verlust des Eigenkapitals der LBB in Höhe von 2,4 Mrd. EUR führen würden. Als weitere mögliche Quellen für Verluste der LBB und Verpflichtungen des Landes aufgrund der Gewährträgerhaftung wurden erstens Ansprüche Dritter im Kerngeschäft der LBB (Kunden, darunter auch andere Banken) sowie zweitens Ansprüche Dritter für den Fall der Insolvenz des privatrechtlichen Teils des Konzerns, vor allem Ansprüche aus dem Immobilienfondsgeschäft, genannt, aber nicht quantifiziert. Für die letztgenannten Ansprüche könnte die LBB und infolgedessen das Land als Gewährträger haften, da den Ausführungen Deutschlands zufolge viele Fonds von der LBB vermittelt und als „LBB-Fonds“ vermarktet wurden. Ohne quantifizierbare Schätzungen und klare rechtliche Identifizierung sämtlicher Haftungsrisiken des Landes im Falle einer Insolvenz kann die Kommission die wirtschaftlichen Auswirkungen des übermittelten Vergleichsszenarios nicht angemessen beurteilen.

Deutschland hat auch „nicht quantifizierbare Auswirkungen“ einer Einstellung der Geschäftstätigkeit der BGB genannt und dabei vor allem auf die öffentlichen Aufgaben der LBB/Berliner Sparkasse hingewiesen, insbesondere auf die Kreditversorgung des Mittelstands sowie sozial schwächerer Bevölkerungskreise. Als Beispiel wurde die Initiative „Konto für Jedermann“ gegeben. Aus diesen Ausführungen wurde jedoch kein spezifischer Schluss für die Beurteilung der Maßnahmen gezogen. Da auch nicht geltend gemacht wurde, dass die BGB Dienstleistungen von allgemeinem wirtschaftlichen Interesse erbringt, muss die Kommission in diesem Stadium davon ausgehen, dass etwaige Aufgaben der Daseinsvorsorge nicht zu prüfen bzw. für die Beurteilung dieser Beihilfemaßnahmen nicht relevant sind.

Wiederherstellung der langfristigen Rentabilität

Gemäß den Absätzen 31 bis 34 der R&U-Leitlinien muss die Kommission für alle Einzelbeihilfen einen Umstrukturierungsplan billigen, nachdem sie ihn daraufhin beurteilt hat, ob er in der Lage ist, die langfristige Rentabilität des Unternehmens wieder herzustellen.

Der von Deutschland vorgelegte Umstrukturierungsplan sieht als wichtigste Strategie für die Zukunft eine Verschlinkung der Tätigkeiten, Kapazitäten und Infrastrukturen für die künftige Geschäftstätigkeit sowie die Neuausrichtung auf eine Regionalbank mit dem Privat- und Firmenkundengeschäft als Kerngeschäft vor. Das Immobiliengeschäft soll fortgeführt werden, allerdings in geringerem Umfang. Auch die Tätigkeiten auf den anderen Märkten, auf denen die BGB nicht zu den Marktführern zählt, wird abgebaut werden. Allgemein würden die Tätigkeiten auf die BGB selbst und die LBB konzentriert werden, während die Berlin Hyp als unabhängige juristische Person fortgeführt werden soll, allerdings mit begrenzter Geschäftstätigkeit.

⁽⁶⁾ Dies ist nur im Rahmen eines extrem unwahrscheinlichen Szenarios denkbar, in dem nach einer Insolvenz einer der stärkeren Wettbewerber alle Tochtergesellschaften/Vermögenswerte der BGB auf einem oder mehreren relevanten Märkten, auf denen die BGB stark ist oder sogar eine marktbeherrschende Stellung hat, kaufen würde.

Das Privatkundengeschäft soll vor allem unter den Marken „Berliner Sparkasse“ und „Berliner Bank“ fortgeführt werden, wobei die Anzahl der Filialen um mindestens 25 % verringert werden soll. Die sechs „Private Banking Center“ außerhalb Berlins, die unter der Marke BGB firmieren, werden aufgegeben. Tochtergesellschaften, die ebenfalls auf diesem Markt tätig sind, sollten verkauft werden (Einzelheiten siehe weiter unten).

Ferner ist ein schrittweiser Rückzug aus dem Geschäft mit großen Firmenkunden (> 50 Mio. EUR Umsatz) außerhalb von Berlin/Brandenburg einschließlich ausländischer Banken mit Ausnahme von Großkunden in Russland, den GUS-Staaten und dem Nahen/Mittleren Osten geplant. Im Bereich des Geld- und Wertpapiergeschäfts ist die BGB in Berlin, Frankfurt, London, Dublin und Luxemburg hinsichtlich der Kapitalmärkte präsent. Hier ist offensichtlich ein schrittweiser Abbau bestimmter Portfolios bis zum Jahr 2006 vorgesehen, aber grundsätzlich sollen die Tätigkeiten fortgeführt werden, insbesondere diejenigen im Zusammenhang mit dem Privatkundengeschäft. Andere Sparten, beispielsweise im Bereich Debt Finance, sollen abgebaut werden. Die künftigen Strategien auf dem Markt für Investment Banking wurden nicht erläutert. Die BGB ist hier jedoch nur in beschränktem Maße tätig (hauptsächlich Emission von Aktien und Anleihen).

Die künftige Strategie für das Immobiliengeschäft, das die Krise der BGB verursacht hat, wird eingehender beschrieben. Demzufolge will die BGB ihre Tätigkeiten in allen Sparten, d. h. Immobilienfinanzierung/Hypotheken (vor allem die BGB selbst), Fonds und Projektentwicklung (beide IBAG), fortführen, allerdings in beträchtlich verringertem Umfang (Fonds um 55 % und Projektentwicklung um 80 % innerhalb der kommenden drei Jahre). Die angeführte Begründung lautet, dass eine Auflösung dieses derzeit durch die IBAG geführten Geschäfts aufgrund von Wertminderungen bei Vermögenswerten und aufgrund des kostspieligen Managements der bestehenden Fonds für den Anteilseigner BGB höhere Risiken und Kosten mit sich bringen würde als eine Fortführung. Es wurde argumentiert, dass bei einer Fortführung beispielsweise vorhandene Vermögenswerte zu einem besseren Preis verkauft und neue Vermögenswerte mit vorhandenen zu neuen Fonds-Portfolios gemischt werden könnten. Der Kostendifferenz zwischen der Liquidation und der Fortführung der IBAG (ohne die für das Fondmanagement zuständigen Tochtergesellschaften) wurde auf 1,2 bis 0,27 Mrd. EUR geschätzt, aber es wurden keine detaillierten Annahmen oder Berechnungen vorgelegt.

Darüber hinaus sind allgemeine Maßnahmen wie Kosteneinsparungen, Umstrukturierung und Outsourcing bestimmter Leistungen vorgesehen. Die Umstrukturierungskosten wurden auf 427 Mio. EUR für den Konzern veranschlagt, davon [...] (*) für Maßnahmen innerhalb der IBAG und [...] für die Bank als Ganzes, wovon [...] für personalwirtschaftliche Maßnahmen (z. B. Abfindungszahlungen) bestimmt sind. Die vorgesehene zeitliche Abstimmung der Einzelmaßnahmen wurde im Detail vorgelegt. Demzufolge sollten die letzten Umstrukturierungsmaßnahmen in den Jahren 2005 und 2006 abgeschlossen sein. In der prognostizierten Gewinn- und Verlustrechnung für das Jahr 2006 wird die Eigenkapitalrendite in einem „optimistischen Szenario“ auf 9,1 % und in einem „pessimistischen Szenario“ auf 0 % geschätzt. In dem „realistischen Szenario“ wird

eine Eigenkapitalrendite von 6,7 % errechnet; die angegebene Sollrendite beträgt daher 7 %.

Deutschland hat auch Marktuntersuchungen vorgelegt, einschließlich erforderlicher Details wie Entwicklung der Marktanteile des Unternehmens, Namen der wichtigsten Wettbewerber sowie Marktdaten zur Entwicklung von Nachfrage und Kapazitäten/Angebotsdaten. Diese Informationen wurden für die fünf oben beschriebenen Dienstleistungsmärkte erteilt: das Privatkundengeschäft, das Firmenkundengeschäft, das Immobiliengeschäft, das Geld- und Wertpapiergeschäft sowie das Investment Banking. Die für die beiden ersten Dienstleistungsmärkte vorgelegten Daten wurden weiter in drei geografische Dimensionen aufgegliedert — lokale, regionale und nationale Ebene. Es wurden auch Daten zu Segmenten von Dienstleistungsmärkten vorgelegt, beispielsweise für das Fondsgeschäft innerhalb des Markts für Immobilien.

Die Kommission bezweifelt jedoch, dass die Annahmen bezüglich des Marktes und die Vorhersagen hinsichtlich Angebots- und Nachfrageentwicklung ausreichend präzise sind, um Schlussfolgerungen in Bezug auf die Erfolgsaussichten der vorgeschlagenen Umstrukturierungsmaßnahmen ziehen zu können. Es ist schwer zu erkennen, auf welchen Marktannahmen die Umstrukturierungsmaßnahmen beruhen. Beispielsweise wird in der Untersuchung erklärt, dass der Bundesverband deutscher Banken für die nächsten 10 Jahre einen Rückgang der Zahl der Filialen in Deutschland um 50 % prognostiziert. Es wird jedoch keine konkrete Schlussfolgerung hinsichtlich der möglichen Anzahl rentabler Filialen in der Region Berlin/Brandenburg gezogen. Es wird nur gesagt, dass die Zahl der Filialen in Berlin leicht rückläufig sein wird, dass dieser Rückgang aber anteilmäßig geringer sein wird als in Deutschland insgesamt. Bei einer derart vagen Prognose ist der Plan, die Zahl der im Privatkundengeschäft tätigen Filialen der BGB (Markenname „Berliner Sparkasse“ und „Berliner Bank“) um rund ein Viertel zu verringern, schwierig zu beurteilen. Ähnliche Erklärungen wurden für den Markt des Firmenkundengeschäfts abgegeben; es wird gesagt, dass es in Berlin und der Region Berlin/Brandenburg keine Überkapazitäten gibt, dass sich aber der Wettbewerb verstärken wird, dass die Zahl der Filialen rückläufig sein wird und dass der Markt deutschlandweit konsolidiert werden wird. Hinsichtlich des Immobiliengeschäfts wird für die Sparte Immobilienfinanzierung die Tendenz einer „Europäisierung“ und Globalisierung festgestellt, und es wird erklärt, dass daher sowie aufgrund von Problemen im deutschen Baugewerbe der Wettbewerb zunehmen wird. In Bezug auf das Fondsgeschäft wird erklärt, dass die Nachfrage zunehmen wird, aber es werden keine quantifizierbaren Schätzwerte angegeben. Die Kommission fordert Deutschland auf, detailliertere Prognosedaten vorzulegen, insbesondere für die drei Märkte Privatkundengeschäft, Firmenkundengeschäft und Immobiliengeschäft, in denen die BGB weiterhin in signifikantem Maße tätig sein wird. Die Kommission bezweifelt ferner, dass der Plan zur Fortführung des Immobiliengeschäfts wohl begründet ist, einschließlich der Berechnung der vergleichenden Kosten bei Abgabe.

Hinsichtlich der Schwierigkeiten des Unternehmens werden die folgenden Gründe angeführt: a) notleidende Kredite, b) Abgabe von umfangreichen Garantien im Bereich Immobilienfonds und c) zu späte Einführung (1999) sowie langsame Umsetzung eines systematischen Risikocontrollings. Die notleidenden Kredite resultierten aus gewerblichen Immobilienfinanzierungen, welche die BGB und ihre Tochtergesellschaften LBB und Berlin Hyp in den 90er Jahren in großem Umfang bei zu optimisti-

(*) Vertrauliche Information.

schen Wertentwicklungsprognosen gewährt hatten. Auch die Garantien, die Fondsanlegern in Bezug auf Mieten und Rückkaufwerte gegeben wurden, beruhten auf übermäßig optimistischen Annahmen. Als die Immobilienpreise fielen, bauten sich die Risiken auf. Da ein effizientes Risikocontrolling sowie integrierte Managementstrukturen und IT-Strukturen fehlten, kumulierten diese Risiken, blieben aber bis zum Jahr 2000 offensichtlich unentdeckt. Von da an wurden — augenscheinlich in einer schrittweisen Vorgehensweise — Risiken aufgedeckt, Neubewertungen vorgenommen und hohe Rückstellungen gebildet. Dies führte letztendlich zu der Notwendigkeit der Kapitalerhöhung im Sommer 2001 und — nach der Aufdeckung neuer Risiken — jetzt zu der neuerlichen staatlichen Intervention mittels der allgemeinen Risikoabschirmung.

Die Kommission stellt fest, dass die von Deutschland in Bezug auf diesen Punkt gegebenen Informationen relativ oberflächlich sind und hauptsächlich eine Zusammenfassung der finanziellen Schwierigkeiten darstellen, dass aber nur ein wirklicher Grund für diese Schwierigkeiten angegeben wird, nämlich ineffiziente Konzern- und Managementstrukturen, darunter ein nicht funktionierendes Risikocontrolling. Eine eingehendere Analyse dieser Strukturen und konkreter Versäumnisse des Managements, darunter der Auswirkungen des Staatseigentums, und des Landesbank-Status eines Teilkonzerns fehlt. Eine solche Analyse ist jedoch unverzichtbar für die Beurteilung der Aussichten für die Umstrukturierung der BGB. In dieser Hinsicht wird nur erwähnt, dass gegenwärtig ein neues Risikocontrolling entwickelt wird und dass ein neues Datenbanksystem eingeführt wurde, das bis Ende 2002 technisch ausgereift sein sollte. Hinsichtlich der Konzernstrukturen wird erklärt, dass eine Integration der LBB und der Berlin Hyp aufgrund des rechtlichen Status dieser Tochtergesellschaften schwierig war und ist. Es wird gesagt, dass die Schaffung eines Konzerns mit einheitlicher Leitung besser wäre, dass die Umwandlung zu einem KWG-rechtlich einheitlichen Institut aber problematisch wäre, weil dann nach deutschem Recht der Name „Berliner Sparkasse“ verloren ginge (KWG) und die Berlin Hyp ihr Pfandbriefprivileg (Hypothekendarlehenbankengesetz) verlieren würde. Eine Schlussfolgerung für künftige Strukturen und künftiges Konzernmanagement wird aus diesem Dilemma jedoch nicht gezogen. Die Kommission hat daher Zweifel daran, dass im Umstrukturierungsplan die Ursachen der Schwierigkeiten der BGB in hinreichender Weise erkannt und behandelt werden. Deutschland wird daher gebeten, eine eingehende Analyse vergangener Versäumnisse und künftiger Aussichten und Probleme im Kontext von Konzernstrukturen, Management- und Aufsichtsmethoden, Kontroll- und Berichterstattungskonzepten sowie Techniken für die Einführung von kommerziell fundierten Entscheidungsprozessen vorzulegen.

Im Hinblick auf eine mögliche Privatisierung hat Deutschland Verhandlungen mit potenziellen Erwerbern erwähnt, aber keine Details, etwa über das beabsichtigte Verfahren, Konditionen oder andere relevante Faktoren angegeben. Die Kommission stellt sich daher die Frage, ob eine Privatisierung — ganz oder teilweise — ernsthaft erwogen wird und ob gegebenenfalls gesichert ist, dass sie im Rahmen eines transparenten, diskriminierungsfreien Verfahrens umgesetzt wird.

Hinsichtlich der angestrebten Rendite — 7 % — bezweifelt die Kommission erstens, dass diese tatsächlich erreicht werden

kann, insbesondere angesichts der problematischen Instituts- und Managementstruktur des Konzerns, der unklaren Marktannahmen, auf denen die Umstrukturierungsmaßnahmen beruhen, sowie der Fortführung des problematischen Immobiliengeschäfts. Selbst wenn die angestrebte Rendite von 7 % erreicht wird, hat die Kommission zweitens Zweifel daran, dass diese Verzinsung des eingesetzten Kapitals ausreichend ist, um mit dem Grundsatz des marktwirtschaftlich handelnden Kapitalgebers vereinbar zu sein. Deutschland hat Tabellen für deutsche „Benchmark Bonds“ mit 10-jähriger Laufzeit und für „Government Bonds“ mit 10-jähriger und 30-jähriger Laufzeit vorgelegt, denen zufolge die Eckwerte für Dezember 2001 zwischen 4 % und 6 % liegen. Deutschland hat weiter erklärt, dass einer Erhebung der Bundesbank zufolge die durchschnittliche Rendite im Jahr 2000 im Bankgewerbe bei 9,38 % lag. Die Kommission ist der Ansicht, dass Anleihesätze aufgrund fehlender Risikoprämien allein nicht als Vergleichsgrundlage dienen können und dass detailliertere Informationen hinsichtlich der gegenwärtigen und der erwarteten Sätze im Bankgewerbe vorgelegt werden müssen. Ferner lenkt die Kommission die Aufmerksamkeit darauf, dass für eine ordnungsgemäße Bewertung der marktüblichen Rendite nicht nur durchschnittliche Renditen analysiert werden müssen, sondern auch für den Einzelfall relevante spezifische Aspekte, wie beispielsweise markt- oder segmentbezogene Kerntätigkeiten und diesbezügliche Risikoprämien.

Exkurs: Vermögensübertragung (Wohnungsbau-Kreditanstalt) an die LBB im Jahr 1993

Die Kommission weist auf eine wichtige Tatsache hin, die bei dem Umstrukturierungsplan nicht berücksichtigt wurde. Vor fast 10 Jahren wurde die Wohnungsbau-Kreditanstalt („WBK“) einschließlich ihres gesamten Vermögens an die LBB übertragen; gleichzeitig gingen alle Aufgaben der WBK auf die damals neu gegründete Investitionsbank Berlin („IBB“) über.

Die Kommission erfuhr von dieser und ähnlichen Übertragungen an andere Landesbanken ursprünglich im Jahr 1994 durch eine Beschwerde des Bundesverbands deutscher Banken e. V.; in dieser Beschwerde wurde vorgebracht, dass die Begünstigung mancher Landesbanken durch Kapital- oder Vermögensübertragungen, für die keine oder eine zu geringe Vergütung gezahlt werde, nicht mit dem Grundsatz des marktwirtschaftlich handelnden Kapitalgebers im Einklang stünde und Wettbewerbsverfälschungen bewirke. Die Kommission untersuchte zunächst die Vermögensübertragung auf die Westdeutsche Landesbank Girozentrale („WestLB“), erklärte aber, dass sie die Übertragungen auf die anderen Banken im Lichte der Ergebnisse in der Sache WestLB (?) prüfen werde. In dieser Sache entschied sie schließlich im Jahr 1999, die Beihilfemaßnahme (die Differenz zwischen der gezahlten Vergütung und der marktüblichen Rendite) für mit dem Gemeinsamen Markt unvereinbar zu erklären und Rückforderung des Beihilfelements anzuordnen⁽⁸⁾. Obwohl das Ermittlungsverfahren in Bezug auf die Vermögensübertragung an die LBB oder die anderen staatlichen Banken noch nicht eingeleitet wurde, war diese Angelegenheit Gegenstand eines Briefwechsels mit Deutschland.

⁽⁷⁾ ABl. C 140 vom 5.5.1998, S. 9.

⁽⁸⁾ ABl. L 150 vom 23.6.2000, S. 1. Es wurden Rechtsmittel eingelegt durch Deutschland (EuGH; C 376/99), durch Nordrhein-Westfalen (EuGEI; T 233/99) und durch die WestLB (EuGEI; T 228/99); durch die Kommission wurde ein Vertragsverletzungsverfahren eingeleitet (EuGH; C 209/00).

Den derzeit vorliegenden Informationen zufolge erhöhte die Übertragung der WBK die haftenden Eigenmittel der LBB um rund 1,9 Mrd. DM. Die davon für die Nutzung der LBB zur Verfügung stehende Summe erhöhte sich von rund 1,7 Mrd. DM im Jahr 1993 auf über 2 Mrd. DM in 1998. Die LBB zahlte eine Vergütung von durchschnittlich 0,25 %, allerdings nur für die Beträge der Inanspruchnahme, die sich erst im Jahr 1995 zu materialisieren begannen und viel niedriger waren als die nutzbaren Beträge (z. B. rund 212 Mio. DM in Anspruch genommene Mittel im Vergleich zu rund 1,8 Mrd. DM an verfügbaren Mitteln im Jahr 1995). Es ist fraglich, ob diese Vergütung als mit dem Grundsatz eines marktwirtschaftlich handelnden Kapitalgebers im Einklang stehend angesehen werden kann. Infolgedessen könnte die Differenz zwischen der gezahlten Vergütung und der marktüblichen Rendite einer solchen Investition (marktüblicher Zinssatz auf verfügbare Mittel) eine zurückzufordernde Beihilfe darstellen. Mit den im derzeitigen Stadium verfügbaren Informationen ist es unmöglich, die marktübliche Rendite einer derartigen Investition zum entsprechenden Zeitpunkt zu ermitteln. Die Kommission wird sich jedoch bemühen, das Verfahren bezüglich dieser Angelegenheit so bald wie möglich einzuleiten, so dass eine eingehende Untersuchung der für die Berechnung des potenziellen Beihilfeelements zu berücksichtigenden Umstände parallel zum vorliegenden Verfahren erfolgen kann.

Deutschland ist das Risiko bekannt, das eine mögliche künftige Rückforderung für die Aussichten des Umstrukturierungsplans im Hinblick auf die wiederherzustellende Rentabilität bedeutet. Aufgrund zeitlicher und anderer Probleme war Deutschland jedoch nicht in der Lage, eine Lösung für die Deckung dieses Risikos im Umstrukturierungsplan zu vereinbaren, beispielsweise durch eine Garantie oder Rückstellungen/Kapitalerhöhung. Deshalb bittet die Kommission Deutschland, eine Lösung zu finden, die die oben beschriebenen Gegebenheiten hinsichtlich des Rentabilitätsaspekts berücksichtigt und die mit den Beihilferegeln im Einklang steht. Die Kommission hat zur Kenntnis genommen, dass Deutschland, wie im Gespräch am 6. März 2002 erklärt, an einer solchen Lösung arbeitet. Die Kommission merkt an, dass alle diesbezüglichen Bemühungen insbesondere im Kontext einer Privatisierung der BGB wichtig sind.

Vermeidung unzumutbarer Wettbewerbsverfälschungen

Die Ausnahmeregelung von Artikel 87 Absatz 3 Buchstabe c) des EG-Vertrags unterliegt der Bedingung, dass die Beihilfen die Handelsbedingungen nicht in einer Weise verändern, die dem gemeinsamen Interesse zuwiderläuft. Die Absätze 35 bis 39 der Umstrukturierungsleitlinien legen fest, dass Maßnahmen getroffen werden müssen, um nachteilige Auswirkungen der Beihilfe auf Konkurrenten nach Möglichkeit abzumildern. Üblicherweise konkretisiert sich diese Bedingung durch eine Begrenzung oder Reduzierung der Präsenz des Unternehmens auf dem relevanten Produktmarkt, durch eine Veräußerung von Produktionsanlagen oder Tochtergesellschaften oder durch einen Abbau von Tätigkeiten. Die Begrenzung oder Reduzierung muss im Verhältnis zu den durch die Beihilfe verursachten Verzerrungseffekten und insbesondere zu dem relativen Gewicht des Unternehmens auf seinem Markt oder seinen Märkten stehen.

Die vorgelegten Informationen beschreiben die folgenden Hauptmaßnahmen, die diesbezüglich getroffen werden sollen:

- a) Veräußerung wesentlicher Beteiligungen: Weberbank (Bilanzsumme: 5,2 Mrd. EUR), Allbank (Bilanzsumme: 3,2 Mrd. EUR), BG Zivnostenska Banka A.S. (Bilanzsumme:

1,9 Mrd. EUR) und BG Polska S.A. (Bilanzsumme: 0,28 Mrd. EUR).

- b) Reduzierungsmaßnahmen: im Geld- und Wertpapiergeschäft Reduzierung des Risikoaktiva um [...] % und des Bereichs Debt Finance um [...] % bis zum Jahr 2006; im Immobiliengeschäft Reduzierung des Fondsvolumens um mehr als [...] % (rund [...] EUR) und der Projektentwicklung um [...] % (rund [...] EUR) sowie Schließung von Niederlassungen und Personalabbau um [...] %; Reduzierung des kleinen eigenständigen Bereichs Öffentliche Hand und Integration des verbleibenden Geschäfts in das Firmenkundengeschäft;
- c) Aufgabe von Tätigkeiten: Aufgabe von Standorten für das Privatkundengeschäft außerhalb der Region Berlin/Brandenburg; langfristiger Rückzug aus dem Geschäft mit großen Auslandskunden im Bereich des Firmenkundengeschäfts, Rückzug aus dem Kreditgeschäft mit ausländischen Banken sowie aus Spezialbereichen wie Beratungsgeschäft für Großkunden, Privatisierung und „Structured Finance“.

Insgesamt sollen die Maßnahmen zu einer Reduzierung der Bilanzsumme der BGB um 26 % (von 190 Mrd. EUR auf 140 Mrd. EUR) führen. Die Zahl der Mitarbeiter soll ebenfalls beträchtlich reduziert werden (von rund [...] auf [...]). Aufgrund der teilweise vagen Beschreibung der Kompensationsmaßnahmen und ihres jeweiligen Beitrags zu den angestrebten Auswirkungen auf das Vermögen und die Beschäftigungssituation der BGB ist es in diesem Stadium unmöglich zu beurteilen, ob dieser gesamte Effekt realistisch erreicht werden kann. Überdies gibt es keine konkreten Informationen über den Effekt der Kompensationsmaßnahmen auf die künftige Position der BGB in den von Deutschland abgegrenzten Märkten oder Segmenten. Die Kommission benötigt daher detaillierte Informationen hinsichtlich des Effekts jeder Maßnahme auf das Vermögen, die Beschäftigungssituation und die künftigen Markt-/Segmentpositionen der BGB.

Selbst wenn der oben dargelegte gesamte Reduzierungseffekt (26 % oder 50 Mrd. EUR der derzeitigen Bilanzsumme) erreicht wird, ist es fraglich, ob diese Reduzierung angesichts der beträchtlichen Beihilfesumme und der Praxis der Kommission in Bezug auf Umstrukturierungsbeihilfen für Banken (?) ausreichend ist. Mit einer Kernkapitalzuführung von 1 Mrd. EUR oder einer Maßnahme gleicher Wirkung kann eine Bank theoretisch die risikogewichteten Aktiva in ihrer Bilanz auf bis zu 25 Mrd. EUR erhöhen (unter Berücksichtigung einer Kernkapitalquote von mindestens 4 %) und damit ihre Tätigkeiten ausbauen. Eine Bank mit einer Unterkapitalisierung von 1 Mrd. EUR kann den aufsichtsrechtlichen Vorschriften zufolge entweder ihre Tätigkeiten entsprechend von bis zu 25 Mrd. EUR Risikoaktiva reduzieren oder eine entsprechende Kapitalzuführung beantragen. Im letztgenannten Fall vermeidet sie die ansonsten erforderliche Reduzierung. Deshalb können diese „Opportunitäts-Reduzierungen“ als ungefähre Anhaltspunkt für den Grad der Marktverzerrung und die deshalb erforderlichen Kompensationsmaßnahmen dienen — der selbstverständlich nicht „mechanisch“ angewendet werden kann, sondern einem Ermessensspielraum für die Berücksichtigung besonderer Umstände unterliegt, beispielsweise Faktoren, die für das Überleben und die Rentabilität der Bank wichtig

(?) Siehe beispielsweise die Entscheidung der Kommission zu „Crédit Lyonnais“, ABl. L 221 vom 8.8.1998, S. 72.

sind. Allein die Kapitalzuführung des Landes Berlin in Höhe von 1,755 Mrd. EUR ⁽¹⁰⁾ (möglicherweise zusätzlich 166 Mio. EUR von der NordLB) im Sommer 2001 würde gemäß diesen Leitlinien einer Reduzierung der Vermögenswerte von bis zu 44 Mrd. EUR entsprechen.

Als nach der Kapitalzuführung neue Risiken entdeckt wurden, drohten die Solvabilitätskoeffizienten erneut unzureichend zu werden. Um eine erneute Kapitalzuführung zu vermeiden, entschied sich das Land Berlin als Lösung für allgemeine Garantien mit Hilfe einer Risikoabschirmung. Infolgedessen haben die Garantien eine ähnliche Wirkung wie eine Kapitalzuführung. Das Problem hinsichtlich der Risikoabschirmung besteht jedoch darin, dass die Beihilfesumme, die letztendlich gewährt werden wird, nicht eindeutig festgelegt ist. Der nominale, theoretische Höchstbetrag, der in Artikel 45 der Detailvereinbarung genannt wird, beträgt 35,34 Mrd. EUR. Wenn die mehrfache Risikodeckung heraus gerechnet wird, beträgt der Höchstbetrag 21,44 Mrd. EUR. Dies ist jedoch noch immer ein nominaler Wert, d. h. es wird von einer vollständigen Materialisierung aller Risiken ausgegangen, die nicht wahrscheinlich ist (siehe weiter oben). Den Schätzungen Deutschlands zufolge werden die Risiken und damit die tatsächliche Beihilfesumme de facto zwischen 2,7 Mrd. EUR (Best-Case-Szenario) und 6,1 Mrd. EUR (Worst-Case-Szenario) liegen, wobei allerdings keine Grundlage für diese Schätzungen angegeben wurde. Auch eine Verpflichtung auf eine geringere Höchstgrenze als den theoretischen Höchstwert von 35,34 Mrd. EUR konnte nicht eingegangen werden. Infolgedessen kann die Kommission aus Gründen der Sorgfalt nicht den Betrag von 6 Mrd. EUR als Höchstwert ansetzen, sondern muss mit der einzigen verfügbaren Höchstgrenze arbeiten, d. h. mit 35,34 Mrd. EUR. Da dieser Betrag voraussichtlich aber nicht realisiert werden wird, wäre es unverhältnismäßig, ihn als Grundlage für die Festlegung der erforderlichen Kompensationsmaßnahmen zu verwenden. Sofern verfügbar, wird eine genauere und sorgsamere Berechnung der realen Risiken den derzeitigen Eckwert mindern. Im jetzigen Stadium kann die Kommission jedoch nur zu dem Schluss kommen, dass es unmöglich ist zu beurteilen, ob die geplanten Kompensationsmaßnahmen angesichts der Beihilfesumme ausreichend sind. Nichtsdestoweniger hat die Kommission Zweifel daran, dass, selbst im Falle des Best-Case-Szenarios mit realisierten Beihilfen von rund 3 Mrd. EUR zusätzlich zu der Kapitalzuführung, die Kompensationsmaßnahmen gemäß dem oben beschriebenen groben Anhaltspunkt ausreichend sind. Überdies zeigen die Erfahrungen mit Umstrukturierungsfällen, dass Best-Case-Szenarien selten realisiert werden.

Wie bereits erwähnt, kann die Berechnung notwendiger Kompensationsmaßnahmen natürlich nicht mechanisch erfolgen, indem zur Orientierung nur die Beihilfesumme verwendet wird. Ein weiteres wichtiges Kriterium, das bei der Beurteilung der Kompensationsmaßnahmen zu berücksichtigen ist, ist (sind) die Marktposition(en) des Unternehmens. Wie oben dargelegt, hat Deutschland detaillierte Informationen für fünf sachlich relevante Märkte vorgelegt — Privatkundengeschäft, Firmenkundengeschäft, Immobiliengeschäft, Geld- und Wertpapiergeschäft sowie Investment Banking —, die für das Privat- und Firmenkundengeschäft weiter aufgegliedert wurden in einzelne Segmente dieser Märkte und in drei geografische Dimensionen: lokale, regionale und nationale Ebene. Die Kommission ist im

Bereich der Fusionskontrolle davon ausgegangen, dass die Märkte im Finanzsektor von ihrer Ausdehnung her — mit Ausnahme des Geld- und Wertpapiergeschäfts — national sind, hat aber Raum für regionale Betrachtungen in dem Bereich des Privatkundengeschäfts sowie beim Geschäft mit kleineren Firmenkunden gelassen. Die von Deutschland vorgelegte Marktuntersuchung trägt dem durch die Angabe lokaler und regionaler Marktanteile in diesen Bereichen Rechnung. Bezüglich des Immobiliengeschäfts mit seinen Sparten Finanzierung, Fonds und Projektentwicklung wurden nur Daten für Deutschland insgesamt vorgelegt.

Eine genaue Marktdefinition kann für den Zweck dieser Entscheidung offen bleiben. Die Kommission hat zur Kenntnis genommen, dass die BGB hinsichtlich des Immobiliengeschäfts zu den größeren Marktteilnehmern gehört und im Bereich der Immobilienfinanzierung und der geschlossenen Fonds ⁽¹¹⁾ nach den vorliegenden Informationen den dritten Rang einnimmt, wenn auch mit einem Marktanteil von nur jeweils rund 5 % im Jahr 2000. Aufgrund der Marktstruktur mit einer größeren Zahl von Marktteilnehmern sind die Anteile der BGB auf nationaler Ebene in den anderen Märkten bzw. Segmenten noch geringer. Die Kommission hat ebenfalls zur Kenntnis genommen, dass die BGB lokal und regional auf den Märkten des Privat- und des Firmenkundengeschäfts extrem stark ist, mit angegebenen Anteilen zwischen 30 % und 57 % in den einzelnen Segmenten auf lokaler Ebene und zwischen 23 % und 46 % auf regionaler Ebene, wobei ein gewaltiger Abstand zu den nachfolgenden Wettbewerbern besteht, die — soweit aus den Informationen ersichtlich — nur die Hälfte, ein Drittel oder ein Viertel der Anteile der BGB erreichen. Diese extrem starke Marktposition — wenn auch „nur“ auf lokaler und regionaler Ebene — wird bei der abschließenden Beurteilung der Angemessenheit der Kompensationsmaßnahmen zu berücksichtigen sein. In diesem Stadium ist es angesichts des oben beschriebenen Fehlens von Informationen unmöglich, die Effekte der Reduzierungsmaßnahmen auf die einzelnen Märkte oder Sparten abzuschätzen. Die angestrebte Reduzierung im Bereich des Privat- und des Firmenkundengeschäfts durch die geplanten Veröffentlichungen der Weberbank und der Allbank scheint jedoch verhältnismäßig gering zu sein und wird möglicherweise nicht ausreichen, um den wettbewerbverfälschenden Effekt der Beihilfe zu mindern. In Anbetracht der Tatsache, dass BGB auch ein bedeutender Marktteilnehmer im Bereich des Immobiliengeschäfts ist, fragt sich die Kommission ferner, ob die diesbezüglich geplanten Reduzierungsmaßnahmen in diesem Zusammenhang ausreichend sind.

Aufgrund der Tatsache, dass Berlin eine Region im Sinne von Artikel 87 Absatz 3 Buchstabe c) ist und für Regionalbeihilfen in Betracht kommt, hat Deutschland auf die Absätze 53 und 54 der R&U-Leitlinien und ihre Berücksichtigung bei der Beurteilung von Gegenleistungen verwiesen, ohne dies jedoch weiter auszuführen bzw. konkrete Aspekte geltend zu machen. Die Absätze 53 und 54 besagen, dass die Beurteilungskriterien der R&U-Leitlinien auch für regionale Fördergebiete gelten, dass aber die Maßstäbe an den auf Märkten mit strukturellen Überkapazitäten verlangten Kapazitätsabbau weniger streng sein können. Da Deutschland diesen Punkt jedoch nicht weiter konkretisiert hat, ist die Kommission zu diesem Zeitpunkt nicht in der Lage, die Anwendbarkeit dieses Kriteriums zu beurteilen.

⁽¹⁰⁾ Ob die Kapitalzuführung der NordLB in Höhe von 166 Mio. EUR ebenfalls Beihilfe darstellt, wird zu analysieren sein.

⁽¹¹⁾ Wozu allerdings auch andere Vermögenswerte gehören, beispielsweise Anteile an Schiffen.

Zusammenfassend ist festzustellen, dass der Kommission wichtige Informationen für die angemessene und hinreichend detaillierte Beurteilung der Auswirkungen der vorgeschlagenen Kompensationsmaßnahmen fehlen, dass sie aber auf der Grundlage der verfügbaren Tatsachen ernste Zweifel daran hat, dass die geplanten Reduzierungsmaßnahmen ausreichen, um die wettbewerbsverfälschenden Auswirkungen dieses sehr hohen Beihilfevolumens, dessen genauer Betrag oder Höchstwert nicht einmal feststellbar ist, zu mindern. In diesem Kontext muss auch die starke, vor allem lokale und regionale Marktposition der BGB berücksichtigt werden.

Auf das Mindestmaß begrenzte Beihilfe

Gemäß den Absätzen 40 und 41 der R&U-Leitlinien muss sich die Beihilfe auf das für die Umstrukturierung unbedingt notwendige Mindestmaß beschränken, so dass dem Unternehmen keine überschüssige Liquidität zugeführt wird, die es zu einem aggressiven und marktverzerrenden Verhalten oder sogar für eine Expansion verwenden könnte. Die R&U-Leitlinien besagen ebenfalls, dass von dem Beihilfeempfänger erwartet wird, aus eigenen Mitteln, auch durch den Verkauf von Vermögenswerten, wenn diese für den Fortbestand des Unternehmens nicht unerlässlich sind, einen bedeutenden Beitrag zu dem Umstrukturierungsplan zu leisten.

Auf der Grundlage der verfügbaren Informationen ist die Kommission nicht in der Lage, genau zu beurteilen, ob die Beihilfe — deren Betrag nicht einmal klar ist — das unbedingt notwendige Mindestmaß ist, und ob beispielsweise Risiken im Verlauf der Umstrukturierung überbewertet werden könnten, oder ob Kontrollmaßnahmen für den tatsächlichen Ausschluss einer mehrfachen Risikodeckung eingeführt wurden oder werden.

Die Kommission fragt sich jedoch, ob die als Rettungsbeihilfe vorläufig genehmigte Erreichung einer Kernkapitalquote von 5 % und Eigenmittelquote von 9,7 % sowie eine ab dem Jahr 2003 angestrebte Kernkapitalquote von rund 7,5 % und Eigenmittelquote von rund 12 % für den Fortbestand des Unternehmens einschließlich eines soliden Ratings durch die Rating-Agenturen wirklich erforderlich sind. In diesem Kontext hat

die Kommission überdies Zweifel daran, dass der Eigenbeitrag der BGB durch den Verkauf von Vermögenswerten oder Tochtergesellschaften, die für die langfristige Lebensfähigkeit des Unternehmens nicht unerlässlich sind, angesichts des sogar im Best-Case-Szenario hohen Beihilfevolumens das Kriterium eines „bedeutenden Beitrags“ erfüllt. Aufgrund der starken Stellung der BGB einschließlich ihrer Tochtergesellschaften und der mit ihr oder ihnen verschmolzenen Unternehmen auf mehreren Märkten und in mehreren Segmenten stellt sich die Frage, ob nicht eine Veräußerung von mehr bzw. größeren Tochtergesellschaften/Vermögenswerten erfolgen könnte — nicht nur unter dem Aspekt von Ausgleichsmaßnahmen, sondern auch als signifikanter, das Aufkommen der Steuerzahler ergänzender Eigenbeitrag.

Schlussfolgerung

Angesichts der Unklarheiten im Zusammenhang mit der Wiederherstellung der langfristigen Rentabilität, der möglicherweise unzureichenden Kompensationsmaßnahmen, der offenen Fragen in Bezug auf die Quantifizierung der Beihilfe und ihre Begrenzung auf das erforderliche Mindestmaß hat die Kommission ernste Zweifel hinsichtlich der Vereinbarkeit der Beihilfe mit dem Gemeinsamen Markt. Im Licht der vorstehenden Überlegungen fordert die Kommission Deutschland im Rahmen des Verfahrens gemäß Artikel 88 Absatz 2 des EG-Vertrags auf, innerhalb eines Monats nach Eingang dieses Schreibens eine Stellungnahme abzugeben und alle Informationen zu erteilen, die eine Hilfe bei der Beurteilung der Beihilfemaßnahmen sein können, insbesondere die im obigen Text erwähnten, bisher fehlenden Informationen. Sie fordert Ihre Behörden auf, unverzüglich eine Kopie dieses Schreibens an den Beihilfeempfänger weiterzuleiten.

Die Kommission erinnert Deutschland an die aufschiebende Wirkung von Artikel 88 Absatz 3 EG-Vertrag und verweist auf Artikel 14 der Verordnung (EG) Nr. 659/1999 des Rates, dem zufolge jede unrechtmäßig gewährte Beihilfe vom Empfänger zurückgefordert werden kann.»

AIDES D'ÉTAT — ITALIE

Aide C 18/2002 (ex N 809/00) — Aides aux investissements en faveur de divers chantiers navals

Invitation à présenter des observations en application de l'article 88, paragraphe 2, du traité

(2002/C 141/03)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

Par la lettre du 4 mars 2002 reproduite dans la langue faisant foi dans les pages qui suivent le présent résumé, la Commission a notifié à l'Italie sa décision d'ouvrir la procédure prévue à l'article 88, paragraphe 2, du traité concernant l'aide susmentionnée.

Les parties intéressées peuvent présenter leurs observations sur les aides à l'égard desquelles la Commission ouvre la procédure dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent résumé et de la lettre qui suit, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence
Greffé des aides d'État
B-1049 Bruxelles
[Télécopieur: (32-2) 296 12 42].

Ces observations seront communiquées à l'Italie. Le traitement confidentiel de l'identité de la partie intéressée qui présente les observations peut être demandé par écrit, en spécifiant les motifs de la demande.

RÉSUMÉ

Par lettre du 12 décembre 2000, le gouvernement italien a notifié à la Commission, conformément à l'article 10, paragraphe 2, point b) du règlement (CE) n° 1540/98 du Conseil du 29 juin 1998 concernant les aides à la construction navale, des aides aux investissements en faveur de 13 chantiers navals.

Ces aides doivent être octroyées au titre d'aides régionales aux investissements avec une intensité ne dépassant pas les taux autorisés par l'article 7 du règlement (CE) n° 1540/98.

Aides notifiées

Chantiers	Site	Région	87	Objectif n°	Investissement en euros	Aide en euros	ESN
Fincantieri	Ancona	MARCHE (AN)	3(c)	2	17 559 535	2 194 942	7,95 %
Fincantieri	Castellamare	CAMPANIA (NA)	3(a)	1	32 020 328	7 204 574	14,31 %
Fincantieri	Marghera	VENETO (VE)	3(c)	2	32 887 975	4 110 997	7,95 %
Fincantieri	Monfalcone	FRIULI VENEZIA	3(c)	2	30 161 083	3 770 135	7,95 %
Fincantieri	Palermo	SICILIA (PA)	3(a)	1	19 522 071	4 392 466	14,31 %
De Poli	Pellestrina	VENETO (VE)	3(c)	2	1 549 371	193 671	7,76 %
Orlando	Livorno	TOSCANA (LI)	3(c)	2	12 870 106	1 608 763	7,95 %
T. Mariotti	Genova	LIGURIA (GE)	3(c)	2	438 201	54 775	7,34 %
Apuania	Mar. di Carara	TOSCANA (MS)	3(c)	2	5 371 152	671 394	7,74 %
Rosetti	Ravenna	EMILIA (RA)	3(c)	2	7 310 447	913 806	7,74 %
Sestri	Genova	LIGURIA (GE)	3(c)	2	51 645 690	6 455 711	7,95 %
SMEB	Messina	SICILIA (ME)	3(a)	1	2 810 146	632 283	13,21 %
Visentini	Porto Viro	VENETO (RO)	3(c)	2	5 236 873	654 609	7,95 %
Total					219 382 977	32 858 126	

Compte tenu du fait que les programmes d'investissements auxquels les aides notifiées se réfèrent ont démarré en 1999, les autorités italiennes estiment qu'il y a lieu de prendre comme référence pour déterminer l'éligibilité des régions pouvant bénéficier des dérogations prévues à l'article 87, paragraphe 3, points a) ou c), la carte des aides régionales en vigueur en Italie en 1999.

Sur cette base, les chantiers Fincantieri (Palermo et Castellamare) et SMEB (Messina) peuvent bénéficier de la dérogation de l'article 87, paragraphe 3, point a), du traité; tous les autres chantiers mentionnés dans le tableau seraient éligibles à la dérogation prévue à l'article 87, paragraphe 3, point c).

Les mesures notifiées par les autorités italiennes telles que détaillées dans la lettre au gouvernement italien ont été examinées au regard des dispositions du règlement (CE) n° 1540/98 du Conseil du 29 juin 1998 concernant les aides à la construction navale. Il a pu être constaté que les critères établis à l'article 7 étaient respectés en ce qui concerne l'éligibilité des dépenses ainsi que des taux d'aides appliqués.

Cependant, la Commission ne peut pas suivre le raisonnement des autorités italiennes en ce qui concerne le choix de la carte des aides régionales. En effet, les aides en cause ayant été notifiées en décembre 2000, la Commission, suivant une ligne constante en la matière, doit examiner les aides en cause au regard des règles existantes au moment de la notification et dans le cas d'espèce prendre en référence la carte des aides régionales italiennes approuvée pour la période 2000-2006. Au regard de cette carte les chantiers navals Fincantieri (Ancona), Orlando (Livorno) et Visentini (Porto Viro) ne font pas partie des zones pouvant bénéficier de la dérogation prévue à l'article 87, paragraphe 3, point c), du traité.

La Commission a dès lors décidé:

— de ne pas soulever d'objections à l'égard des aides aux investissements en faveur des chantiers navals:

- Fincantieri, sites de Castellamare, Marghera, Monfalcone et Palermo
- C. N. De Poli
- T. Mariotti,
- N. C. Apuania
- Rosetti
- C. N. SESTRI

— SMEB,

— d'ouvrir la procédure prévue à l'article 88, paragraphe 2, à l'égard des aides en faveur chantiers navals:

- Fincantieri (Ancona)
- C. N. Flli. Orlando
- Visentini

TEXTE DE LA LETTRE

«I. PROCEDIMENTO

1. Con lettera del 12 dicembre 2000 il governo italiano ha notificato alla Commissione, conformemente all'articolo 10, paragrafo 2, lettera b), del regolamento (CE) n. 1540/98 del Consiglio, del 29 giugno 1998, relativo agli aiuti alla costruzione navale, aiuti agli investimenti in favore di 9 cantieri navali. La notifica è stata completata da varie informazioni complementari.

II. MISURE NOTIFICATE

2. Le misure notificate sono aiuti previsti dalla legge italiana 28 dicembre 1999 n. 522 relativa alle misure di sostegno all'industria cantieristica ed armatoriale in Italia per il periodo 1999-2003, approvata dalla Commissione nel maggio 1999 ⁽¹⁾.
3. L'articolo 4 della legge italiana stabilisce che le imprese navalmeccaniche, iscritte agli albi speciali di cui all'articolo 19 della legge 14 giugno 1989 n. 234 e a condizione che siano ubicate in regioni che soddisfano i criteri per poter beneficiare delle deroghe di cui all'articolo 87, paragrafo 3, lettere a) o c) del trattato CE, possono beneficiare degli aiuti agli investimenti destinati ad accrescere la loro produttività mediante l'ammodernamento dei processi di officina navale o delle strutture di prefabbricazione ed assemblaggio dei blocchi, l'adeguamento dei mezzi di sollevamento o degli impianti di servizi direttamente destinati alla produzione, nonché la razionalizzazione delle attività di officina, sempreché gli investimenti non comportino aumenti della capacità produttiva conseguenti alla creazione di nuove strutture quali scali di varo, banchine e bacini.

⁽¹⁾ Lettera della Commissione al governo italiano SG/1999/04505 del 22 giugno 1999.

4. Sono beneficiari delle misure notificate, in quanto ammissibili alla deroga di cui all'articolo 87, paragrafo 3, lettera a), del trattato CE, i seguenti stabilimenti:

i) Fincantieri — Stabilimento di **Castellammare di Stabia**, situato nella regione Campania (NA)

Tipo d'investimento	Data di realizzazione	Importo in EUR	Aiuto in EUR	ESN
Ristrutturazione e ammodernamento delle officine di prefabbricazione	2000-2002	25 048 159		
Mezzi di sollevamento e di trasporto	1999-2003	2 561 626		
Impianti centralizzati e di saldatura	1999-2003	3 687 503		
Copertura di officine comprendenti impianti vari di aerazione ed evacuazione di elementi tossici	1999-2003	723 040		
Totale		32 020 328	7 204 574	14,31 %

ii) Fincantieri — Stabilimento di **Palermo**, situato in Sicilia

Tipo d'investimento	Data di realizzazione	Importo in EUR	Aiuto in EUR	ESN
Ammodernamento dell'officina di preparazione e nuova area di piccola prefabbricazione	1999-2002	9 606 098		
Mezzi di sollevamento e di trasporto	2000-2001	4 028 364		
Attrezzature centralizzate di comunicazione	1999-2003	3 098 741		
Copertura di officine comprendenti impianti vari di aerazione ed evacuazione di elementi tossici	2000-2003	2 788 868		
Totale		19 522 071	4 392 466	14,31 %

iii) SMEB Cantieri Navali di Messina, situato in Sicilia

Tipo d'investimento	Data di realizzazione	Importo in EUR	Aiuto in EUR	ESN
Adeguamento impianti di servizi destinati direttamente alla produzione e razionalizzazione delle attività di officina	1999-2000	1 768 458		
Mezzi di sollevamento	1999-2000	96 319		
Ammodernamento delle officine per carpenteria e tubature	1999-2000	178 360		
Ammodernamento delle strutture di prefabbricazione ed assemblaggio dei blocchi	1999-2000	766 920		
Totale		2 810 146	632 283	13,21 %

5. Sono beneficiari delle misure notificate in quanto ammissibili alla deroga di cui all'articolo 87, paragrafo 3, lettera c), del trattato CE i seguenti stabilimenti:

iv) Fincantieri — Stabilimento di **Monfalcone**, situato nell'area di Trieste

Tipo d'investimento	Data di realizzazione	Importo in EUR	Aiuto in EUR	ESN
Ammodernamento, razionalizzazione della manutenzione nelle varie officine	1999-2003	18 850 677		
Ristrutturazione logistica del cantiere e ammodernamento della comunicazione	1999-2003	9 761 035		
Copertura di officine comprendenti impianti vari di aerazione ed evacuazione di elementi tossici	1999-2003	1 549 371		
Totale		30 161 083	3 770 135	7,95 %

v) Fincantieri — Stabilimento di **Marghera**, situato nell'area di Venezia

Tipo d'investimento	Data di realizzazione	Importo in EUR	Aiuto in EUR	ESN
Nuovo processo di saldatura	1999-2003	11 103 823		
Nuovi impianti per le prefabbricazioni, assiemaggi e armamento finale	1999-2003	14 305 856		
Supporto informatico	1999-2003	671 394		
Copertura di officine comprendenti impianti vari di aerazione ed evacuazione di elementi tossici	1999-2003	6 806 902		
Totale		32 887 975	4 110 997	7,95 %

vi) C. N. De Poli, situato a **Pellestrina**, area di Venezia

Tipo d'investimento	Data di realizzazione	Importo in EUR	Aiuto in EUR	ESN
Linea di taglio, sagomatura e assemblaggio navale	2001-2002	723 040		
Razionalizzazione officine	2001-2002	253 064		
Mezzi di sollevamento	2001-2002	77 469		
Sistemazione e ammodernamento del cantiere	2000-2002	418 330		
Automatizzazione magazzino	2001	77 469		
Totale		1 549 372	193 671	7,76 %

vii) T. Mariotti, situato a **Genova**, regione Liguria

Tipo d'investimento	Data di realizzazione	Importo in EUR	Aiuto in EUR	ESN
Nuove saldatrici	1999-2000	219 053		
Mezzi di sollevamento	1999-2000	63 697		
Ammodernamento dell'area di prefabbricazione	1999-2000	99 506		
Attrezzature elettriche	1999-2000	55 945		
Totale		438 201	54 775	7,34 %

viii) Nuovi Cantieri Apuania, situato a **Marina di Carrara**, nella regione Toscana

Tipo d'investimento	Data di realizzazione	Importo in EUR	Aiuto in EUR	ESN
Costruzione di due chiatte	1999-2000	2 478 993		
Ammodernamento delle aree di stoccaggio e di prefabbricazione	1999-2002	903 800		
Mezzi di sollevamento	2001-2002	1 755 954		
Ammodernamento delle attrezzature collettive	2000-2002	232 406		
Totale		5 371 153	671 394	7,74 %

ix) Rosetti Marino, situato a **Ravenna**, regione Emilia-Romagna

Tipo d'investimento	Data di realizzazione	Importo in EUR	Aiuto in EUR	ESN
Nuovo sito di prefabbricazione con hangar e portico	1999-2002	4 596 466		
Attrezzi vari	1999-2002	769 521		
Mezzi di sollevamento	1999-2002	1 293 725		
Cabina elettrica	1999-2002	521 621		
Impianti a controllo numerico	2000-2001	129 114		
Totale		7 310 447	913 806	7,74 %

x) Sestri Cantiere Navale Di Genova, situato a **Sestri** nella regione Liguria

Tipo d'investimento	Data di realizzazione	Importo in EUR	Aiuto in EUR	ESN
Ammodernamento delle officine di prefabbricazione	1999-2002	16 888 142		
Mezzi di sollevamento	1999-2002	25 306 388		
Logistica e miglioramento degli impianti tecnologici	1999-2003	8 263 310		
Ammodernamento e adeguamento delle officine di saldatura	1999-2003	1 187 850		
Totale		51 645 690	6 455 711	7,95 %

6. Stabilimenti che non possono beneficiare di una delle deroghe dell'articolo 87, paragrafo 3, del trattato CE

xi) Visentini, situato a **Porto Viro**, regione Veneto (RO)

Tipo d'investimento	Data di realizzazione	Importo in EUR	Aiuto in EUR	ESN
Nuovo impianto collettivo centralizzato	2000-2001	30 987		
Mezzi di sollevamento	2000-2001	3 925 072		
Logistica e miglioramento degli impianti inquinanti	1999-2003	206 583		
Ammodernamento delle officine di saldatura e di taglio	1999-2003	1 074 231		
Totale		5 236 873	654 609	7,95 %

xii) Fincantieri — Stabilimento di **Ancona**, situato nella regione Marche

Tipo d'investimento	Data di realizzazione	Importo in EUR	Aiuto in EUR	ESN
Ammodernamento mezzi di sollevamento	2000-2003	12 033 446		
Ammodernamento delle officine	1999-2003	4 699 758		
Copertura di officine comprendenti impianti vari di aerazione ed evacuazione di elementi tossici	1999-2003	826 331		
Totale		17 559 535	2 194 942	7,95 %

xiii) C. N. Fratelli Orlando, situato a **Livorno**, nella regione Toscana

Tipo d'investimento	Data di realizzazione	Importo in EUR	Aiuto in EUR	ESN
Adeguamento e ammodernamento del ciclo produttivo	1999-2003	4 028 364		
Mezzi di sollevamento	1999-2003	4 415 706		
Ricostruzione e ammodernamento officine varie	1999-2003	3 780 465		
Ammodernamento degli impianti centralizzati	1999-2003	645 571		
Totale		12 870 106	1 608 763	7,95 %

III. VALUTAZIONE

7. Le misure in esame soddisfano i criteri di cui all'articolo 87, paragrafo 1, per costituire un aiuto di Stato, come si evince dalla decisione della Commissione di maggio 1999.
8. Poiché si tratta di aiuti alla cantieristica, gli aiuti notificati dalle autorità italiane devono essere esaminati alla luce delle disposizioni del regolamento (CE) n. 1540/98 del Consiglio, del 29 giugno 1998, relativo agli aiuti alla costruzione navale.
9. L'articolo 7 precisa che gli aiuti agli investimenti accordati a cantieri esistenti, non connessi ad una ristrutturazione finanziaria, per permettere loro di adeguare o ammodernare gli impianti allo scopo di aumentare la produttività degli impianti esistenti, possono essere considerati compatibili con il mercato comune purché:
 - nelle regioni che soddisfano i criteri per beneficiare dell'articolo 87, paragrafo 3, lettera a), del trattato e che corrispondono alla carta, approvata dalla Commissione per ciascuno Stato membro, per la concessione di aiuti regionali, l'intensità degli aiuti non superi il 22,5 %,
 - nelle regioni che soddisfano i criteri per beneficiare dell'articolo 87, paragrafo 3, lettera c), del trattato e che corrispondono alla carta, approvata dalla Commissione per ciascuno Stato membro, per la concessione di aiuti regionali, l'intensità degli aiuti non superi il 12,5 % o il massimale applicabile per gli aiuti regionali, se questo è inferiore,
 - gli aiuti riguardino esclusivamente spese ammissibili in base ai vigenti orientamenti comunitari per gli aiuti a finalità regionale.
10. Gli aiuti notificati dalle autorità italiane sono destinati, conformemente alla legge italiana approvata dalla Commissione nel 1999, a sostenere investimenti destinati a migliorare la produttività dei cantieri navali e non costituiscono una ristrutturazione finanziaria.
11. Per quanto riguarda l'intensità degli aiuti, la carta italiana degli aiuti regionali per il periodo 2000-2006 prevede un ESN del 35 % per le regioni che possono beneficiare della deroga di cui all'articolo 87, paragrafo 3, lettera a), del trattato CE e un ESN dell'8 % per le regioni che possono beneficiare della deroga di cui all'articolo 87, paragrafo 3, lettera c), del trattato CE.
12. Quanto al criterio di ammissibilità che permette alle imprese interessate di poter beneficiare dell'articolo 87, paragrafo 3, lettera a), per i cantieri Fincantieri (Castellammare e Palermo) e SMEB, esso è soddisfatto in base alla carta italiana in vigore al momento della notifica dei progetti di aiuto.
13. Riguardo a detta carta, i cantieri Fincantieri (Marghera e Monfalcone), De Poli, T. Mariotti, Apuania, Rosetti e Sestri soddisfano il criterio di ammissibilità per poter beneficiare dell'articolo 87, paragrafo 3, lettera c).
14. Quanto all'ammissibilità delle spese, gli orientamenti comunitari stabiliscono che l'aiuto all'investimento iniziale va rapportato, per uno stabilimento esistente, all'avviamento di un'attività che implica un cambiamento fondamentale del processo di produzione (tramite razionalizzazione, diversificazione o ammodernamento). Dalla descrizione degli investimenti dei cantieri in causa risulta che essi sono destinati all'ammodernamento e alla razionalizzazione di varie fasi della costruzione di navi.
15. Per i cantieri Fincantieri (Castellammare, Marghera, Monfalcone e Palermo), De Poli, Sestri, Apuania, Rosetti si tratta di una completa riorganizzazione mediante automazione e robotizzazione delle fasi di prefabbricazione (taglio dei profilati e saldatura) comprendenti in taluni casi l'acquisto di nuovi mezzi di sollevamento per gli elementi prefabbricati. L'ammodernamento di questa fase di costruzione deve consentire di realizzare importanti miglioramenti di produttività nella realizzazione dei blocchi o delle sezioni di navi.
16. Per il cantiere SMEB si tratta di una completa riorganizzazione e ammodernamento dei servizi direttamente connessi alla produzione con installazione di centrali di distribuzione di energia e di composti gassosi.
17. Per il cantiere Mariotti, si tratta essenzialmente di un importante ammodernamento del processo di fabbricazione mediante introduzione di un sistema di saldatura automatizzato.
18. La Commissione constata quindi che, per gli investimenti in favore dei cantieri di cui ai precedenti punti 15, 16 e 17, gli aiuti notificati sono ammissibili ai sensi degli orientamenti comunitari e che i cantieri si trovano nelle regioni che soddisfano i criteri di cui all'articolo 87, paragrafo 3, lettere a) o c) del trattato CE. Inoltre sono rispettate le regole che determinano i massimali di aiuti rispettivamente di 22,5 % e 8 % precisati all'articolo 7, comma 2 del regolamento (CE) n. 1540/98 e dalla decisione della Commissione relativa alla carta regionale italiana per gli anni 2000-2006.
19. Per gli aiuti notificati in favore dei cantieri Fincantieri Ancona, Orlando Livorno e Visentini Porto Viro, la Commissione constata che i tre stabilimenti si trovano in regioni che mentre erano ammissibili alla deroga di cui all'articolo 87, paragrafo 3, lettera c), in base alla carta italiana degli aiuti a finalità regionale in vigore fino al 1999, non figurano più nella carta regionale relativa al periodo 2000-2006.
20. Allo stadio attuale la Commissione non può accettare il riferimento alla carta italiana in vigore fino al 1999 per determinare l'ammissibilità degli aiuti in quanto questi ultimi sono stati notificati nel dicembre 2000. Deve quindi essere presa come riferimento la nuova carta italiana, in vigore a partire dal 2000 ⁽²⁾, che esclude le zone di Ancona, Livorno e Porto Viro dal beneficio della deroga dell'articolo 87, paragrafo 3, lettera c), del trattato CE. Di conseguenza la Commissione dubita della compatibilità degli aiuti in favore dei cantieri navali menzionati al precedente punto 19 anche se gli investimenti in causa sembrano soddisfare le condizioni di ammissibilità stabilite dal regolamento sulla costruzione navale.

(2) Lettera del 21.6.2001 SG(D)2001/92567.

IV. **DECISIONE**

21. Alla luce di quanto precede, la Commissione ha dunque deciso di considerare che le misure di aiuto notificate dal governo italiano in applicazione della legge 522/1999 in favore dei cantieri navali:

- Fincantieri, siti di Castellammare, Marghera, Monfalcone e Palermo
- C. N. De Poli
- T. Mariotti
- N. C. Apuania
- Rosetti
- C. N. Sestri

— SMEB

possono essere considerate compatibili con il mercato comune.

22. La Commissione ha deciso di avviare il procedimento dell'articolo 88, paragrafo 2, del trattato CE nei confronti dei progetti d'aiuto in favore dei cantieri navali:

- Fincantieri, Ancona
- C. N. Orlando, Livorno
- Visentini, Porto-Viro

23. La Commissione invita le autorità italiane a presentare le loro osservazioni entro un mese dalla data della presente lettera.»

Non-opposition à une concentration notifiée

(Affaire COMP/M.2787 — CVC/Massive)

(2002/C 141/04)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

Le 30 avril 2002, la Commission a décidé de ne pas s'opposer à la concentration notifiée susmentionnée et de la déclarer compatible avec le marché commun. Cette décision est basée sur l'article 6, paragraphe 1, point b), du règlement (CEE) n° 4064/89 du Conseil. Le texte intégral de la décision est disponible seulement en anglais et sera rendu public après suppression des secrets d'affaires qu'il peut contenir. Il sera disponible:

- en support papier via les bureaux de vente de l'Office des publications officielles des Communautés européennes (voir page 4 de couverture),
- en support électronique dans la version «CEN» de la base de données CELEX sous le numéro de document 302M2787. CELEX est le système de documentation automatisée du droit communautaire.

Pour plus d'informations concernant les abonnements, prière de s'adresser à:

EUR-OP
Information, marketing et relations publiques
2, rue Mercier
L-2985 Luxembourg
[téléphone (352) 29 29-42718; télécopieur (352) 29 29-42709].

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 98/37/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux machines ⁽¹⁾ modifiée par la directive 98/79/CE ⁽²⁾

(2002/C 141/05)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(Publication des titres et des références des normes harmonisées au titre de la directive)

OEN ⁽¹⁾	Référence	Titre des normes harmonisées
CEN	EN 280:2001	Plates-formes élévatrices mobiles de personnel — Calculs de conception — Critère de stabilité — Construction — Sécurité — Examen et essais
CEN	EN 415-1:2000	Sécurité des machines d'emballage — Partie 1: Terminologie et classification des machines d'emballage et de l'équipement associé
CEN	EN 583-1:2000	Courroies transporteuses à carcasse textile — Épaisseur totale et épaisseur des éléments — Partie 1: Méthodes d'essai (ISO 583-1:1999)
CEN	EN 617:2001	Équipements et systèmes de manutention continue — Prescriptions de sécurité et de CEM pour les équipements de stockage des produits en vrac en silos, soutes, réservoirs et trémies
CEN	EN 792-7:2001	Machines portatives à moteur non électrique — Prescriptions de sécurité — Partie 7: Meuleuses
CEN	EN 792-8:2001	Machines portatives à moteur non électrique — Prescriptions de sécurité — Partie 8: Polisseuses-lustreuses et ponceuses
CEN	EN 792-9:2001	Machines portatives à moteur non électrique — Prescriptions de sécurité — Partie 9: Meuleuses d'outillage
CEN	EN 818-7:2002	Chaînes de levage à maillons courts — Sécurité — Partie 7: Chaînes de tolérance serrée pour les palans à chaînes, classe T (types T, DAT et DT)
CEN	EN 1005-1:2001	Sécurité des machines — Performance physique humaine — Partie 1: Termes et définitions
CEN	EN 1005-3:2002	Sécurité des machines — Performance physique humaine — Partie 3: Limites des forces recommandées pour l'utilisation de machines
CEN	EN 1093-11:2001	Sécurité des machines — Évaluation de l'émission de substances dangereuses par l'air — Partie 11: Indice d'assainissement
CEN	EN 1218-3:2001	Sécurité des machines à bois — Tenonneuses — Partie 3: Machines à avance manuelle et à table roulante pour la coupe des éléments de charpente de toit en bois
CEN	EN 1248:2001	Machines de fonderie — Prescriptions de sécurité pour équipements de grenail-lage
CEN	EN 1547:2001	Équipements thermiques industriels — Code d'essai acoustique pour équipements thermiques industriels, y compris les équipements de manutention auxiliaires
CEN	EN 1551:2000	Sécurité des chariots de manutention — Chariots automoteurs de plus de 10 000 kg

⁽¹⁾ JO L 207 du 23.7.1998, p. 1.

⁽²⁾ JO L 331 du 7.12.1998, p. 1.

OEN ⁽¹⁾	Référence	Titre des normes harmonisées
CEN	EN 1677-1:2000	Accessoires pour élingues — Sécurité — Partie 1: Accessoires en acier forgé, classe 8
CEN	EN 1677-2:2000	Accessoires pour élingues — Sécurité — Partie 2: Crochets de levage en acier forgé à linguet, classe 8
CEN	EN 1677-3:2001	Accessoires pour élingues — Sécurité — Partie 3: Crochets autobloquants en acier forgé — classe 8
CEN	EN 1756-1:2001	Hayons élévateurs — Plates-formes élévatrices à monter sur véhicules roulants — Exigences de sécurité — Partie 1: Hayons élévateurs pour marchandises
CEN	EN 1757-1:2001	Sécurité des chariots de manutention — Chariots manuels — Partie 1: Gerbeurs
CEN	EN 1757-2:2001	Sécurité des chariots de manutention — Chariots manuels — Partie 2: Transpalettes
CEN	EN 1846-2:2001	Véhicules des services de secours et de lutte contre l'incendie — Partie 2: Prescriptions communes — Sécurité et performances
CEN	EN 1870-3:2001	Sécurité des machines pour le travail du bois — Machines à scier circulaires — Partie 3: Tronçonneuses à coupe descendante et tronçonneuses mixtes à coupe descendante et à scie à table
CEN	EN 1870-4:2001	Sécurité des machines pour le travail du bois — Machines à scier circulaires — Partie 4: Scies circulaires à déligner multilames à chargement et/ou déchargement manuels
CEN	EN 1870-7:2001	Sécurité des machines pour le travail du bois — Machines à scies circulaires — Partie 7: Scies circulaires à grumes à avance intégrée à table, à chargement et/ou déchargement manuels
CEN	EN 1870-8:2001	Sécurité des machines pour le travail du bois — Machines à scier circulaires — Partie 8: Déligneuses monolames à déplacement mécanisé du groupe de sciage et à chargement manuel et/ou déchargement manuel
CEN	EN 1915-1:2001	Matériel au sol pour aéronefs — Exigences générales — Partie 1: Caractéristiques fondamentales de sécurité
CEN	EN 1915-2:2001	Matériel au sol pour aéronefs — Exigences générales — Partie 2: Prescriptions de stabilité et de résistance mécanique, calculs et méthodes d'essai
CEN	EN ISO 7096:2000	Engins de terrassement — Évaluation en laboratoire des vibrations transmises à l'opérateur par le siège (ISO 7096:2000)
CEN	EN ISO 11145:2001	Optique et instruments d'optique — Lasers et équipements associés aux lasers — Vocabulaire et symboles (ISO 11145:2001)
CEN	EN ISO 11680-1:2000	Matériel forestier — Exigences de sécurité et essais pour les perches élagueuses à moteur — Partie 1: Machines équipées d'un moteur à combustion interne intégré (ISO 11680-1:2000)
CEN	EN ISO 11680-2:2000	Matériel forestier — Exigences de sécurité et essais pour les perches élagueuses à moteur — Partie 2: Machines pour utilisation avec une source motrice portée à dos (ISO 11680-2:2000)
CEN	EN 12012-2:2001	Machines pour le caoutchouc et les matières plastiques — Machines à fragmenter — Partie 2: Prescriptions de sécurité relatives aux granulateurs à joncs

OEN ⁽¹⁾	Référence	Titre des normes harmonisées
CEN	EN 12053:2000	Sécurité des chariots de manutention — Méthodes d'essai pour le mesurage des émissions de bruit
CEN	EN 12158-1:2000	Monte-matériaux — Partie 1: Élévateurs à plateformes accessibles
CEN	EN 12162:2001	Pompes pour liquides — Exigences de sécurité — Procédure d'essai hydrostatique
CEN	EN 12312-1:2001	Matériels au sol pour aéronefs — Exigences particulières — Partie 1: Escaliers passagers
CEN	EN 12417:2001	Machines-outils — Sécurité — Centres d'usinage
CEN	EN 12622:2001	Sécurité des machines-outils — Presses plieuses hydrauliques
CEN	EN 12717:2001	Sécurité des machines-outils — Perceuses
CEN	EN 12733:2001	Matériel agricole et forestier — Motofaucheuses à conducteur à pied — Sécurité
CEN	EN 12750:2001	Sécurité des machines pour le travail du bois — Machines à moulurer sur quatre faces
CEN	EN 12840:2001	Sécurité des machines-outils — Machines de tournage à commande manuelle avec ou sans commande automatique
CEN	EN 12852:2001	Machines pour les produits alimentaires — Préparateurs culinaires et <i>blenders</i> — Prescriptions relatives à la sécurité et à l'hygiène
CEN	EN 12853:2001	Machines pour les produits alimentaires — Batteurs et fouets portatifs — Prescriptions relatives à la sécurité et à l'hygiène
CEN	EN 12957:2001	Machines-outils — Sécurité — Machines d'électro-érosion
CEN	EN 13015:2001	Maintenance pour les ascenseurs et les escaliers mécaniques — Règles pour les instructions de maintenance
CEN	EN 13128:2001	Sécurité des machines-outils — Fraiseuses (comprenant les aléseuses)
CEN	EN 13289:2001	Installations de production de pâtes — Séchoirs et refroidisseurs — Prescriptions relatives à la sécurité et à l'hygiène
CEN	EN 13378:2001	Machines pour pâtes alimentaires — Presses pour pâtes alimentaires — Prescriptions de sécurité et d'hygiène
CEN	EN 13379:2001	Machines pour pâtes alimentaires — Étendeuse, dégarnisseuse-découpeuse, convoyeur de retour des cannes et accumulateur de cannes — Prescriptions de sécurité et d'hygiène
CEN	EN 13390:2002	Machines pour les produits alimentaires — Fonceuses à tartes — Prescriptions relatives à la sécurité et à l'hygiène
CEN	EN 13411-2:2001	Terminaisons pour câbles en acier — Sécurité — Partie 2: Épissures de boucles pour élingues en câble d'acier
CEN	EN 13411-4:2002	Terminaisons pour câbles en acier — Sécurité — Partie 4: Manchonnage à l'aide de métal ou résine
CEN	EN 13448:2001	Matériel agricole et forestier — Faucheuses interlignes — Sécurité

OEN ⁽¹⁾	Référence	Titre des normes harmonisées
CEN	EN 13478:2001	Sécurité des machines — Prévention et protection contre l'incendie
CEN	EN 13531:2001	Engins de terrassement — Structures de protection au basculement (TOPS) pour mini-pelles — Essais de laboratoires et exigences de performance (ISO 12117:1997 modifiée)
CEN	EN 13627:2000	Engins de terrassement — Structures de protection contre les chutes d'objets — Essais de laboratoire et critères de performance (ISO 3449:1992 modifié)
CEN	EN ISO 14122-1:2001	Sécurité des machines — Moyens d'accès permanents aux machines — Partie 1: Choix d'un moyen d'accès fixe entre deux niveaux (ISO 14122-1:2001)
CEN	EN ISO 14122-2:2001	Sécurité des machines — Moyens d'accès permanents aux machines — Partie 2: Plates-formes de travail et passerelles (ISO 14122-2:2001)
CEN	EN ISO 14122-3:2001	Sécurité des machines — Moyens d'accès permanents aux machines — Partie 3: Escaliers, échelles à marches et garde-corps (ISO 14122-3:2001)
CEN	EN 28662-2:2001/A2	Machines à moteur portatives — Mesurage des vibrations au niveau des poignées — Partie 2: Marteaux burineurs et marteaux riveurs (ISO 8662-2:1992/AM 1:1999)
CEN	EN 28662-3:2001/A2	Machines à moteur portatives — Mesurage des vibrations au niveau des poignées — Partie 3: Marteaux perforateurs et marteaux rotatifs (ISO 8662-3:1992/AM 1:1999)

⁽¹⁾ OEN (Organisme européen de normalisation):

- CEN: rue de Stassart 36, B-1050 Bruxelles, tél. (32-2) 550 08 11, fax (32-2) 550 08 19
- Cenelec: rue de Stassart 35, B-1050 Bruxelles, tél. (32-2) 519 68 71, fax (32-2) 519 69 19
- ETSI: 650, route des Lucioles, F-06921 Sophia Antipolis Cedex, tél. (33-4) 92 94 42 00, fax (33-4) 93 65 47 16.

AVERTISSEMENT

Toute information relative à la disponibilité des normes peut être obtenue soit auprès des organismes européens de normalisation, soit auprès des organismes nationaux de normalisation, dont la liste figure à l'annexe de la directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil ⁽¹⁾ modifiée par la directive 98/48/CE ⁽²⁾.

La publication des références dans le *Journal officiel des Communautés européennes* n'implique pas que les normes soient disponibles dans toutes les langues communautaires.

La Commission assure la mise à jour de la présente liste ⁽³⁾.

D'autres normes harmonisées concernant les machines ont été publiées dans des éditions précédentes du *Journal officiel des Communautés européennes*. Une liste complète et mise à jour se trouve dans le serveur Europa sur l'Internet à l'adresse suivante:

<http://europa.eu.int/comm/enterprise/newapproach/standardization/harmstds/reflist/machines.html>

⁽¹⁾ JO L 204 du 21.7.1998, p. 37.

⁽²⁾ JO L 217 du 5.8.1998, p. 18.

⁽³⁾ JO C 332 du 27.11.2001, p. 2.

III

(Informations)

COMMISSION

Direction générale «Entreprises»

Programme de subventions 2002

Publicité générale

(2002/C 141/06)

I. OBJECTIF DE LA PUBLICITÉ GÉNÉRALE

Le présent document a pour but d'informer le public sur les grandes lignes du programme de subventions 2002 de la direction générale «Entreprises». La présentation de propositions n'est pas possible à ce stade-ci: chaque action décrite dans la liste des actions prévues (point 3) fera l'objet d'un appel de propositions spécifique. La liste des subventions *ad hoc* est donnée pour des raisons de transparence et ne fera pas l'objet d'un appel de propositions spécifique.

II. CONTEXTE: LA MISSION DE LA DIRECTION GÉNÉRALE «ENTREPRISES»

La direction générale «Entreprises» a pour mission d'améliorer l'ensemble de l'environnement des entreprises pour permettre à celles-ci de renforcer leur compétitivité, de croître et de se développer d'une manière compatible avec l'objectif global de l'Union européenne, qui est d'assurer un développement durable. Le présent programme de subventions 2002 trouve ses objectifs dans le programme de travail de la direction générale «Entreprises». Ces objectifs sont les suivants.

1. ENCOURAGER L'ESPRIT D'ENTREPRISE

Cette activité couvre des actions destinées à améliorer l'environnement des entreprises, notamment grâce à la procédure Best et à des réseaux de soutien aux entreprises. Ces actions sont principalement mises en œuvre à travers deux programmes pluriannuels, dont l'un concerne les entreprises et l'esprit d'entreprise, en particulier les petites et moyennes entreprises (PME), et l'autre, les réseaux pour l'échange électronique de données entre administrations (IDA).

2. RECHERCHE — PROMOUVOIR L'INNOVATION ET LE CHANGEMENT

Cette activité vise à promouvoir l'innovation dans l'Union européenne. Elle est réalisée principalement, mais non exclusivement, dans le cadre d'actions mises en œuvre au titre des programmes-cadres de recherche.

3. TIRER ENCORE DAVANTAGE PARTI DU MARCHÉ INTÉRIEUR

Le but de cette activité est d'assurer la gestion et l'expansion du marché intérieur de biens et de services. Le marché intérieur doit s'adapter aux changements que connaît notre société: mondialisation, cyberéconomie, technologies nouvelles, euro

et élargissement. Compte tenu de la dimension de plus en plus internationale du marché intérieur, trois grandes tâches doivent être accomplies, à savoir la gestion de l'acquis proprement dit, l'amélioration de la législation actuelle grâce à un affinement des politiques et enfin la préparation du marché intérieur à de nouveaux défis.

4. COMPÉTITIVITÉ ET AUTRES POLITIQUES

Cette activité couvre des initiatives horizontales et sectorielles visant à analyser et à améliorer la compétitivité des entreprises européennes. Elle couvre également l'interface avec d'autres politiques de l'Union européenne qui peuvent avoir un impact sur les entreprises.

III. LISTE DES ACTIONS PRÉVUES

1. ENCOURAGER L'ESPRIT D'ENTREPRISE

Thème 1: réseau des EIC

Objectifs: renouvellement partiel du réseau des euro-info-centres (EIC) dans trois pays (Pays-Bas, Irlande et Suède). Le nombre de nouveaux EIC à mettre en place dans ces trois pays sera limité à dix.

Organismes ciblés: pas de destinataires spécifiques.

Budget total indicatif: 250 000 euros. Chaque nouvel EIC recevra une subvention de fonctionnement annuelle de 25 000 euros. (Chaque membre du réseau des EIC bénéficie de plusieurs autres services de soutien direct ou indirect de la Commission, notamment dans le domaine de la formation.)

Thème 2: préparation de la mise en œuvre des comptes satellites: le cas du tourisme

Objectifs: aider les autorités des États membres, sur la base du Manuel européen de mise en œuvre des comptes satellites du tourisme (CST), publié par Eurostat, et des autres travaux déjà entrepris, à faire progresser la mise en œuvre des CST par des études de faisabilité, l'adaptation et l'amélioration des méthodes et de la disponibilité des données, l'actualisation des CST déjà existants, ainsi que la coopération transnationale et l'échange d'expériences et de bonnes pratiques.

Organismes cibles: les autorités des États membres.

Budget total indicatif: 450 000 euros; enveloppe maximale de 75 000 euros par projet; taux d'aide jusqu'à 30 % des coûts admissibles (jusqu'à 50 % dans le cas de projets transnationaux).

Thème 3: campagne de sensibilisation «Go digital 2002»

Objectifs: organisation de conférences et/ou d'ateliers «Go digital» aux niveaux européen, national et régional, en vue de promouvoir l'utilisation efficace du commerce électronique par les PME et de fournir à ces dernières une assistance pratique qui leur permettra de participer à l'économie en ligne et à en tirer pleinement parti.

Organismes ciblés: organismes possédant clairement le potentiel voulu et manifestant l'intérêt nécessaire pour toucher et attirer des PME aux niveaux national/régional/sectoriel.

Budget total indicatif: 500 000 euros; taux d'aide jusqu'à 50 % des coûts admissibles, avec un maximum de 70 000 euros par projet.

Thème 4: création de services d'information en ligne pour la législation du commerce électronique et les initiatives d'autoréglementation

Objectifs: créer un «portail juridique en ligne pour le commerce électronique» en vue d'améliorer l'information sur la législation applicable au commerce électronique, en ce qui concerne en particulier les transactions électroniques transfrontalières, et promouvoir les solutions d'autoréglementation, notamment pour les marchés électroniques interentreprises (B2B), afin d'aider les PME à se lancer dans le commerce électronique.

Organismes ciblés principalement les euro-info-centres (EIC), les chambres de commerce et d'autres organismes sans but lucratif.

Budget total indicatif: taux d'aide jusqu'à 50 % des coûts admissibles, dans les limites d'une contribution communautaire maximale de 320 000 euros.

Thème 5: actions de sensibilisation à l'«e-confiance» dans les marchés électroniques interentreprises

Objectifs: mieux faire connaître, aux PME et aux acteurs de différents secteurs d'activité, de préférence par l'organisation d'un atelier, les codes de conduite existants ou prévus concernant les marchés électroniques interentreprises et promouvoir l'application de ces codes pour renforcer la confiance dans ces marchés électroniques, en particulier chez les PME.

Organismes ciblés: principalement des organismes sans but lucratif, tels que les euro-info-centres (EIC) ou les chambres de commerce, qui peuvent constituer des plates-formes neutres privilégiées, permettant aux PME et aux associations sectorielles de se rencontrer au niveau européen.

Budget total indicatif: taux d'aide jusqu'à 50 % des coûts admissibles, dans les limites d'une contribution communautaire maximale 30 000 euros.

Thème 6: réseau européen d'information sur la sécurité

Objectifs: faciliter l'accès aux informations et aux conseils sur des aspects techniques, afin de renforcer la sécurité du commerce électronique (par exemple: confidentialité des informations sur les clients et les entreprises, maintenance et intégrité de ces données, fiabilité des produits et des sociétés). Cette initiative s'adresse aux entreprises, et en particulier aux PME et aux industries utilisatrices, dont elle vise à renforcer la confiance dans le commerce électronique et à faciliter la participation aux marchés électroniques.

Organismes ciblés: organismes sans but lucratif, tels que les chambres de commerce, les réseaux de soutien aux entreprises, les organisations professionnelles, ainsi que les institutions nationales, locales ou régionales.

Budget total indicatif: taux d'aide jusqu'à 50 % des coûts admissibles, dans les limites d'une contribution communautaire maximale de 500 000 euros.

Thème 7: qualifications en matière de TIC et de commerce électronique pour les industries utilisatrices et les PME

Objectifs: encourager les initiatives visant à contribuer, au niveau européen, à la réduction du déficit de qualifications en matière de TIC et de commerce électronique.

Organismes ciblés: pas de destinataires spécifiques.

Budget total indicatif: taux d'aide jusqu'à 50 % des coûts éligibles, dans les limites d'une contribution communautaire maximale de 250 000 euros.

Thème 8: portail européen sur la biotechnologie

Objectifs: encourager la mise en place d'un portail commun sur l'Internet, propre à satisfaire les besoins en informations de la communauté biotechnologique européenne et proposant en particulier des informations sur l'évolution scientifique, des articles populaires dans le domaine concerné, des propositions de partenariat, des offres d'emploi, des informations sur les entreprises et les marchés, des liens vers d'autres sites, ainsi que d'autres rubriques encourageant une consultation fréquente et un échange d'informations.

Organismes ciblés: pas de destinataires spécifiques.

Budget total indicatif: taux d'aide jusqu'à 50 % des coûts éligibles, dans les limites d'une contribution communautaire maximale de 50 000 euros.

2. RECHERCHE — PROMOUVOIR L'INNOVATION ET LE CHANGEMENT

Des informations complètes sur les financements qui peuvent être obtenus pour des actions réalisées au titre du cinquième programme — cadre de RDT (1998-2002) sont accessibles sur l'Internet à l'adresse suivante:

<http://www.cordis.lu/en/home.html>

3. TIRER ENCORE D'AVANTAGE PARTI DU MARCHÉ INTÉRIEUR

Thème 9: actions transfrontalières de surveillance du marché

Objectifs: promouvoir la coopération administrative entre les autorités nationales responsables de la surveillance du marché dans le domaine des directives «nouvelle approche» et encourager un échange de meilleures pratiques, renforcer la coopération concrète et assurer une surveillance plus efficace du marché.

Organismes ciblés: les autorités des États membres.

Budget total indicatif: 180 000 euros (taux d'aide jusqu'à 50 % des coûts admissibles; budget maximal par projet: 60 000 euros).

Thème 10: approbations européennes de matériaux pour la fabrication d'équipements sous pression

Objectifs: la directive 97/23/CE ⁽¹⁾ prévoit la possibilité, pour les organismes notifiés, d'élaborer des «Approbations européennes de matériaux — AEM» pour les produits destinés à une utilisation répétée dans des équipements sous pression et qui ne sont pas couverts par des normes européennes harmonisées. Comme la période transitoire prévue par la directive sur les équipements sous pression prendra fin en 2002 et que tous les matériaux destinés à une utilisation répétée ne sont pas couverts par des normes européennes, il est prévu de promouvoir l'élaboration de telles AEM.

Destinataires: les organismes notifiés au sens de la directive.

Budget total indicatif: 100 000 euros (taux d'aide jusqu'à 50 % des coûts admissibles).

Thème 11: OIF (objet isolé en feu) — second essai inter-laboratoires

Objectifs: les méthodes d'essai portant sur le comportement au feu sont d'importance cruciale pour l'établissement de normes européennes harmonisées pour la plupart des produits de construction. Il est prévu de soutenir la coordination des efforts entrepris par plusieurs laboratoires d'essais (par exemple par des essais circulaires). Cette initiative viendra renforcer le soutien à la décision 2000/147/CE de la Commission ⁽²⁾ sur le système des euroclasses concernant les caractéristiques de réaction au feu des produits de construction.

Organismes ciblés: les laboratoires d'essais.

Budget total indicatif: 150 000 euros (taux d'aide jusqu'à 50 % des coûts admissibles).

4. COMPÉTITIVITÉ ET AUTRES POLITIQUES

Thème 12: organisation de manifestations européennes concernant les actifs incorporels

Objectifs: encourager l'organisation d'importantes manifestations européennes ayant pour but de promouvoir une meilleure connaissance du rôle des «actifs incorporels» dans l'économie des services, ainsi que des implications pour la politique des entreprises et la politique de compétitivité.

Organismes ciblés: pas de destinataires spécifiques.

Budget total indicatif: taux d'aide jusqu'à 50 % des coûts admissibles, dans les limites d'une contribution communautaire maximale de 65 000 euros.

Thème 13: organisation d'actions de sensibilisation à l'impact des TIC sur le développement durable

Objectifs: organiser des manifestations européennes concernant l'impact des TIC et du déploiement de celles-ci sur le développement durable.

Organismes ciblés: pas de destinataires spécifiques.

Budget total indicatif: taux d'aide jusqu'à 50 % des coûts admissibles, dans les limites d'une contribution communautaire maximale de 25 000 euros.

IV. SUBVENTIONS AD HOC

En 2002, la DG «Entreprises» envisage d'affecter une partie du budget à des propositions *ad hoc*. Toutefois, les actions n'ont qu'un caractère indicatif et ne représentent pas un engagement formel de la Commission. Il n'y aura pas d'autre publication concernant les actions énumérées ci-après.

1. ENCOURAGER L'ESPRIT D'ENTREPRISE

Organisation d'un séminaire sur les grappes d'entreprises

Bénéficiaire: ministère danois de l'économie et du commerce/ Agence du commerce et du logement.

Objectifs: diffuser les résultats du projet de la Commission sur les grappes/réseaux d'entreprises et procéder à un échange de bonnes pratiques dans le domaine des grappes et des politiques poursuivies en cette matière, à l'occasion d'un séminaire organisé par la présidence danoise.

Budget total indicatif: 50 000 euros.

Subvention annuelle aux membres du réseau des euro-info-centres (EIC)

Bénéficiaires: les membres du réseau des EIC.

⁽¹⁾ Directive 97/23/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 mai 1997 relative au rapprochement des législations des États membres concernant les équipements sous pression (JO L 181 du 9.7.1997, p. 1).

⁽²⁾ Décision 2000/147/CE de la Commission du 8 février 2000 portant modalités d'application de la directive 89/106/CEE du Conseil en ce qui concerne la classification des caractéristiques de réaction au feu des produits de construction (JO L 50 du 23.2.2000, p. 14).

Objectifs: fourniture de moyens de fonctionnement aux EIC pour leur permettre d'exécuter leurs tâches spécifiques de soutien aux PME dans l'Union européenne (information, assistance et orientation dans tous les domaines afférents aux programmes de l'Union européenne, à la législation et aux politiques de soutien aux PME).

Budget total indicatif: 5 750 000 euros (6 000 000 — 250 000 prévus pour les nouveaux EIC — voir thème 1, chapitre I).

Autres actions de soutien à des projets spécifiques présentés par le réseau des EIC

Bénéficiaires: les membres du réseau des EIC.

Objectifs: soutien à des projets spécifiques du réseau des EIC, notamment dans des domaines tels que la formation, les contacts/actions avec d'autres réseaux au niveau régional, les campagnes de promotion/information, etc.).

Budget total indicatif: 1 250 000 euros en 2002.

3. TIRER ENCORE DAVANTAGE PARTI DU MARCHÉ INTÉRIEUR

Organismes européens de normalisation

Bénéficiaires: la directive 98/34/CE ⁽³⁾ et la décision 87/95/CE du Conseil ⁽⁴⁾ prévoient une assistance à l'élaboration de normes européennes au titre de mandats. Les organismes européens de normalisation reconnus par la directive précitée sont le CEN (Comité européen de la normalisation), le Cenelec (Comité européen de la normalisation électrotechnique) et l'IENT (Institut européen des normes de télécommunication).

Budget total indicatif: le montant prévu pour la normalisation dans le budget 2002 des Communautés européennes est 15 965 000 euros.

Guides d'agrément technique européen

Bénéficiaire: la directive 89/106/CE ⁽⁵⁾ relative aux produits de construction prévoit un soutien à l'élaboration de «Guides

d'agrément technique européen» pour l'établissement d'agréments techniques européens. L'organisme compétent est l'OAET (Organisation européenne de l'agrément technique).

Budget total indicatif: le montant prévu pour cette action en 2002 est de 490 000 euros.

Meddra

Bénéficiaires: les autorités nationales compétentes dans le domaine des médicaments.

Objectifs: traduction du dictionnaire de terminologie médicale (Meddra) utilisé dans le réseau de pharmacovigilance, en vue d'harmoniser la communication réglementaire entre les autorités compétentes et de faciliter l'échange d'informations. Base juridique: directive 75/319/CE ⁽⁶⁾, article 29, point g).

Budget total indicatif: 150 000 euros.

Agence européenne pour l'évaluation des médicaments

Bénéficiaire: AEEM

Objectifs: participation aux activités scientifiques de l'Agence européenne pour l'évaluation des médicaments, et suivi de ces activités. Le but de l'Agence est de fournir aux États membres et aux institutions européennes des conseils scientifiques sur toute question relative au domaine des procédures communautaires d'autorisation et de surveillance des médicaments à usage humain et vétérinaire. Base juridique: règlement (CEE) 2309/93 ⁽⁷⁾. La subvention est destinée à couvrir les coûts de l'Agence et de lui permettre d'équilibrer son budget.

Budget total indicatif: 17 610 000 euros sont inscrits au budget 2002 des Communautés européennes.

⁽³⁾ Directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques (JO L 204 du 21.7.1998, p. 37. CONSLEG 98L0034, 5.8.1998, 33 p).

⁽⁴⁾ 87/95/CEE: Décision du Conseil du 22 décembre 1986 relative à la normalisation dans le domaine des technologies de l'information et des télécommunications (JO L 36, 7.2.1987, p. 31).

⁽⁵⁾ Directive 89/106/CEE du Conseil du 21 décembre 1988 relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres concernant les produits de construction (JO L 40 du 11.2.1989, p. 12).

⁽⁶⁾ Deuxième directive 75/319/CEE du Conseil du 20 mai 1975 concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives aux spécialités pharmaceutiques (JO L 147 du 9.6.1975, p. 13).

⁽⁷⁾ Règlement (CEE) n° 2309/93 du Conseil du 22 juillet 1993 établissant des procédures communautaires pour l'autorisation et la surveillance des médicaments à usage humain et à usage vétérinaire et instituant une agence européenne pour l'évaluation des médicaments (JO L 214 du 24.8.1993, p. 1).

Pharmacopée européenne

Bénéficiaire: le Conseil de l'Europe.

Objectifs: convention sur l'élaboration d'une pharmacopée européenne visant à harmoniser les caractéristiques des substances médicamenteuses et des préparations pharmaceutiques, et d'en permettre la circulation en Europe — Base juridique: décision 94/358/CEE ⁽⁸⁾.

Budget total indicatif: 500 000 euros.

4. COMPÉTITIVITÉ ET AUTRES POLITIQUES**Projet de l'OCDE relatif aux facteurs influençant la croissance du secteur des services aux entreprises**

Bénéficiaire: OCDE.

Objectifs: mieux comprendre l'impact de la diffusion numérique et des évolutions connexes sur la croissance, la productivité et la compétitivité de certains types de services aux entreprises. Le projet analysera l'impact des TIC sur la croissance des secteurs de services aux entreprises et sur leur compétitivité internationale. Il étudiera les évolutions technologiques, les facteurs organisationnels et les politiques qui détermineront probablement l'évolution future.

Budget total indicatif: 80 000 euros.

Promotion de la coopération industrielle entre l'Union européenne et le Japon

Bénéficiaire: Centre UE-Japon (Bruxelles et Tokyo).

Objectifs: couvrir une partie des frais de fonctionnement du Centre de coopération industrielle UE-Japon afin de:

- 1) faciliter l'accès des entreprises de l'Union européenne au marché japonais en organisant des actions de formation à un niveau élevé;
- 2) promouvoir l'amélioration de la compétitivité de l'industrie européenne;

⁽⁸⁾ 94/358/CE: Décision du Conseil du 16 juin 1994 portant acceptation, au nom de la Communauté européenne, de la convention relative à l'élaboration d'une pharmacopée européenne (JO L 158 du 25.6.1994, p. 17).

- 3) soutenir la table ronde sur le dialogue commercial UE-Japon grâce à un apport technique de la Commission et du gouvernement japonais.

Budget total indicatif: un montant de 2 340 000 euros est prévu au budget 2002 des Communautés européennes.

Aide aux préparatifs des pays candidats à l'adhésion et intégration de ces pays dans la politique d'entreprise

Bénéficiaire: l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques).

Objectifs: soutenir des actions qui:

- 1) créent une émulation conduisant à la mise en œuvre de politiques d'entreprise saines, favorisant la compétitivité des pays candidats et des pays qui adhèrent au pacte de stabilité;
- 2) compléter le dialogue multilatéral et bilatéral avec les administrations nationales des pays candidats à l'adhésion et des pays adhérant au pacte de stabilité, qui se déroule au niveau de l'Union européenne, par un dialogue régional axé sur l'échange d'expériences entre des représentants des administrations publiques, du secteur privé, des donateurs bilatéraux et des institutions financières internationales.

Budget total indicatif: 80 000 euros.

Conférences internationales sur l'harmonisation des médicaments

Objectifs: soutenir la participation de représentants de l'Union européenne au processus international d'harmonisation technique et scientifique dans le domaine des médicaments à usage humain (ICH) et des médicaments à usage vétérinaire (VICH); harmonisation entre l'Union européenne, les États-Unis et le Japon. Bases juridiques: directives 65/65/CEE ⁽⁹⁾, 75/318/CEE ⁽¹⁰⁾ et 75/319/CEE ⁽⁶⁾.

⁽⁹⁾ Directive 65/65/CEE du Conseil du 26 janvier 1965 concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives aux spécialités pharmaceutiques (JO 22 du 9.2.1965, p. 369).

⁽¹⁰⁾ Directive 75/318/CEE du Conseil du 20 mai 1975 relative au rapprochement des législations des États membres concernant les normes et protocoles analytiques, toxico-pharmacologiques et cliniques en matière d'essais de spécialités pharmaceutiques (JO L 147 du 9.6.1975, p. 1).

a) *Médicaments à usage humain (ICH)*

Bénéficiaire: la Fédération internationale de l'industrie des médicaments (IFPMA).

Budget total indicatif: 150 000 euros.

b) *Médicaments à usage vétérinaire (VICH)*

Bénéficiaire: la Fédération internationale de la santé animale (IFAH).

Budget total indicatif: 120 000 euros.

V. CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ

Pour pouvoir prétendre au bénéfice d'une subvention, les demandeurs doivent satisfaire aux conditions suivantes.

- Les sociétés doivent être valablement constituées et immatriculées conformément aux dispositions légales.
- Les demandeurs doivent être des entités sans but lucratif; un organisme commercial ne peut bénéficier d'une subvention que pour un projet dont l'objectif immédiat est de nature non commerciale et ne poursuit aucun but lucratif.
- Les demandeurs doivent être directement responsables de l'élaboration et de la gestion du projet et ne pas agir en qualité d'intermédiaires.
- L'intégrité professionnelle des demandeurs doit être établie.
- Les demandeurs doivent disposer de sources de financement stables et suffisantes pour assurer la continuité de leur organisation durant toute la durée du projet et, le cas échéant, leur permettre de participer au financement de celui-ci.

— Les demandeurs doivent posséder une capacité opérationnelle (technique et de gestion) suffisante pour mener à bien l'opération pour laquelle l'aide est sollicitée.

— Les demandeurs peuvent agir à titre individuel ou former un consortium avec des organismes partenaires. Les partenaires des demandeurs doivent satisfaire aux mêmes critères d'admissibilité que ces derniers. Le demandeur sera le chef de file et, en cas de sélection, la partie contractante (le «bénéficiaire»).

— Au moment d'une procédure d'attribution de subvention, les demandeurs ne doivent se trouver dans aucune des situations visées à l'article 29 de la directive 92/50/CEE portant coordination des procédures de passation des marchés publics de services.

VI. LA PUBLICATION DU PROGRAMME DE SUBVENTIONS 2002 N'A QU'UN CARACTÈRE INDICATIF

La publication ne garantit pas que des fonds seront disponibles pour la réalisation des actions précitées.

Les informations fournies sont données sous réserve de modifications. **La description détaillée des thèmes, les règles applicables aux appels de propositions qui seront lancés, ainsi que l'ensemble des informations nécessaires pour introduire une demande feront l'objet d'une publication spécifique pour chaque thème.** Les appels de propositions spécifiques pourront être consultés sur le site Europa à l'adresse suivante:

http://europa.eu.int/comm/enterprise/funding/grants/themes_2002/index.htm

Au début de 2003, une liste des subventions attribuées en 2002 sera également publiée sur ce site.

APPEL À PROPOSITIONS 32/02**MEDIA-formation (2001-2005)****Mise en œuvre du programme de formation pour les professionnels de l'industrie européenne des programmes audiovisuels (MEDIA-formation 2001-2005)**

(2002/C 141/07)

1. Introduction

Le présent appel à propositions est fondé sur la décision n° 163/2001/CE du Parlement européen et du Conseil portant sur la mise en œuvre d'un programme de formation pour les professionnels de l'industrie européenne des programmes audiovisuels (MEDIA-formation 2001-2005), publiée au *Journal officiel des Communautés européennes* L 26 du 27 janvier 2001.

Parmi les actions à mettre en œuvre en application de ladite décision figure l'amélioration de la formation professionnelle des professionnels de l'audiovisuel afin de leur donner les connaissances et les compétences nécessaires dans le but de créer des produits compétitifs sur le marché européen et les autres marchés, notamment dans les domaines suivants:

- l'application des nouvelles technologies, et en particulier les technologies numériques, pour la production et la distribution de programmes audiovisuels,
- la gestion économique, financière et commerciale, y compris le cadre juridique,
- les techniques d'écriture de scénarios.

2. Objet

Le présent avis s'adresse aux opérateurs (institutions de formation, entreprises, etc.) dont les activités contribuent aux actions précitées. Il indique comment se procurer les documents nécessaires pour soumettre une proposition en vue de l'obtention d'une contribution financière communautaire pour des actions de formation dans les domaines concernés.

Le service de la Commission chargé de la gestion du présent appel à propositions est l'unité C 3 de la direction générale «Éducation et culture».

Les opérateurs qui souhaitent répondre à cet appel à propositions et recevoir le document intitulé «Lignes directrices pour soumettre une proposition en vue d'obtenir une subvention communautaire dans le domaine de la formation», doivent adresser leur demande par courrier ou par télécopieur à l'adresse suivante:

Commission européenne
M. Jacques Delmoly (bureau B100-4/20)
Chef de l'unité DG EAC/C3
B-1049 Bruxelles
[Télécopieur (32-2) 299 92 14].

La Commission s'engage à envoyer le document susmentionné dans les deux jours ouvrables suivant la réception de la demande.

La date limite pour le dépôt des propositions à l'adresse susmentionnée est le **16 août 2002**.

APPEL À PROPOSITIONS DG EAC 22/02**MEDIA-formation (2001-2005)****Mise en œuvre d'un programme de formation pour les professionnels de l'industrie européenne des programmes audiovisuels**

(2002/C 141/08)

1. Introduction

Le présent appel à propositions est fondé sur la décision n° 163/2001/CE du Parlement européen et du Conseil portant sur la mise en œuvre d'un programme de formation pour les professionnels de l'industrie européenne des programmes audiovisuels (MEDIA-formation) (2001-2005), publiée au *Journal officiel des Communautés européennes* L 26 du 27 janvier 2001.

2. Objet

Le présent appel à propositions est ouvert aux candidatures d'opérateurs établis dans les États membres de l'Union européenne, de l'EEE (Norvège, Islande, Liechtenstein), et dans les pays remplissant les conditions définies à l'article 8 de la décision n° 163/2001/CE. Les propositions doivent avoir trait à l'activité suivante:

La mise au point de systèmes complets de formation à distance par la mise en réseau de différentes activités de formation en Europe.

3. Candidatures

Le service de la Commission responsable de la gestion de l'appel à propositions est l'unité C3 de la direction générale «Éducation et culture».

Les opérateurs souhaitant répondre à cet appel et recevoir le document «Lignes directrices pour la soumission de propositions en vue d'obtenir un financement communautaire pour la mise en œuvre d'un système complet de formation à distance par la mise en réseau de différentes activités de formation en Europe» sont priés d'envoyer une demande par courrier ou télécopieur à l'adresse suivante:

Commission européenne
M. Jacques Delmoly (bureau B100-4/20)
Chef de l'unité DG EAC/C3
B-1049 Bruxelles
[Télécopieur (32-2) 299 92 14].

La Commission s'engage à envoyer le document précité dans les deux jours ouvrables suivant la réception de la demande.

La date limite de dépôt des propositions à l'adresse susmentionnée est le **16 août 2002**.

4. Examen des dossiers

La procédure d'examen des dossiers est la suivante:

- réception, enregistrement et accusé de réception par la Commission,
- examen par les services de la Commission,
- évaluation et sélection des propositions par le groupe consultatif technique,
- élaboration de la proposition de la Commission,
- examen et décision finale par le comité MEDIA,
- droit de regard du Parlement européen (un mois),
- notification des résultats.

Aucune information ne sera fournie avant la décision finale.
